Gouvernement du Canada | Government of Canada

Canada

Au service du GOUVERNEMENT, au service des CANADIENS.

Respect • Intégrité • Excellence • Leadership

2015–2016

RAPPORT MINISTÉRIEL SUR LE RENDEMENT

SERVICES PUBLICS ET APPROVISIONNEMENT CANADA

Judy M. Foote, C.P., députée
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

Numéro de catalogue : P1-29F-PDF

ISSN : 2371-5146

Table des matières

Message de la ministre 1
Points saillants des résultats 2

Section I: Aperçu de l'organisation 5
1.1 Profil organisationnel 5
1.2 Contexte organisationnel 6
1.3 Priorités organisationnelles 12

Section II: Aperçu des dépenses 33
2.1 Dépenses réelles 33
2.2 Sommaire du rendement budgétaire 34
2.3 Tendances relatives aux dépenses du Ministère 36
2.4 Dépenses par crédit voté 37
2.5 Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental 37
2.6 États financiers et leurs points saillants 38

Section III: Analyse des programmes et des services internes 41
3.1 Programmes 41
Programme 1.1 : Approvisionnements 41
Programme 1.2 : Services de gestion des locaux et des biens immobiliers 45
Programme 1.3 : Receveur général du Canada 48
Programme 1.4 : Programmes et services d'intégrité 51
Programme 1.5 : Administration de la paye et des pensions fédérales 54
Programme 1.6 : Gestion linguistique et services connexes 57
Programme 1.7 : Programmes et services spécialisés 60
Programme 1.8 : Ombudsman de l'approvisionnement 62

3.2 Services internes (SI) 65
SI 1. Services de gestion et de surveillance 65
SI 2. Services des communications 66
SI 3. Services juridiques 67
SI 4. Services de gestion des ressources humaines 67
SI 5. Services de gestion financière 68
SI 6. Services de gestion de l'information 68
SI 7. Services de technologie de l'information 69
SI 8. Services immobiliers 69
SI 9. Services du matériel 70
SI 10. Services d'approvisionnement 70

Section IV: Renseignements supplémentaires 72
4.1 Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur 72
4.2 Tableaux de renseignements supplémentaires 72
4.3 Dépenses fiscales fédérales 72
4.4 Coordonnées de l'organisation 73

Annexe : Définitions 74

Notes en fin de texte 77

Message de la ministre

À titre de ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, je suis heureuse de présenter le Rapport ministériel sur le rendement 2015–2016.

Depuis mon entrée en service en novembre, j'ai été témoin du dévouement extraordinaire des employés de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) à l'égard de l'exécution du mandat du Ministère. Le Rapport ministériel sur le rendement 2015–2016 présente l'objectif du Ministère d'offrir des services essentiels aux clients et à la population canadienne.

Je suis particulièrement fière des efforts déployés par SPAC pour acquérir rapidement les nombreux biens et services nécessaires pour accueillir 25 000 réfugiés syriens. L'effort de réinstallation des réfugiés est un exemple de la réponse efficace et en temps opportun du Ministère à une importante initiative humanitaire.

Les investissements effectués dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale et la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense nous permettent d'équiper nos femmes et nos hommes en uniforme afin qu'ils puissent remplir leurs rôles importants. En même temps, nous créons des emplois pour la classe moyenne et générons des avantages économiques pour le Canada.

Grâce au Programme d'innovation *Construire au Canada*, les entreprises peuvent mettre à l'essai et commercialiser leurs produits et services novateurs au sein du gouvernement du Canada. Depuis mars 2016, 251 innovations ont été présélectionnées dans le cadre de ce programme et 75 contrats d'une valeur totale de plus de 32 millions de dollars ont été attribués à des entreprises canadiennes au cours de 2015–2016.

SPAC a également continué de réaliser des progrès considérables dans la restauration et la modernisation de la Cité parlementaire afin de répondre aux besoins opérationnels d'un gouvernement du 21e siècle et d'offrir un environnement accueillant à la population canadienne et aux visiteurs internationaux.

En plus d'achever la restauration de l'édifice Wellington, un édifice du patrimoine, SPAC a accompli d'importants progrès dans la réhabilitation de l'édifice de l'Ouest et du Centre de conférences du gouvernement, ainsi que dans la construction du nouveau Centre d'accueil des visiteurs sur la Colline du Parlement.

En tant que gestionnaire de l'un des portefeuilles immobiliers les plus importants et les plus diversifiés au pays, SPAC a poursuivi la réalisation de projets d'immobilisations en infrastructure. Le Ministère a également facilité le devancement de la date d'entrée en service du nouveau pont pour le Saint-Laurent dans la région métropolitaine de Montréal, prévue pour 2018, en concluant une entente de projet et en achetant les terrains requis pour le projet.

SPAC a continué la mise en œuvre de l'Initiative de transformation de l'administration de la paye, consistant à remplacer le système de paye désuet, à rationaliser les processus opérationnels et à regrouper les services de paye. Cette importante initiative a connu son lot de défis puisqu'un grand nombre de fonctionnaires ont éprouvé des problèmes avec leur paye. Les employés méritent d'être payés adéquatement et en temps opportun, et SPAC travaille d'arrache-pied pour régler les problèmes liés à la paye et veiller à ce que la fonction publique dispose d'un système de paye fiable et efficace.

J'ai rencontré de nombreux employés dans l'ensemble du Ministère et ils sont dynamiques, engagés et soucieux de produire des résultats. Ils s'ouvrent à l'innovation et à un engagement à l'égard du service. Ils travaillent pour et avec la population canadienne et d'autres intervenants clés.

Je suis impatiente de présenter l'année prochaine un rapport sur les nombreuses réalisations du Ministère.

Judy M. Foote, C.P., députée
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement

Points saillants des résultats

Quels fonds ont été utilisés?

- Les dépenses réelles (autorisations utilisées) de SPAC au cours de 2015–2016 s'élèvent à **2 833 315 710 $**.

Qui a participé?

- Le nombre réel d'équivalents temps plein (ETP) employés par SPAC au cours de 2015–2016 est de **11 745,15**.

Principales réalisations

Engagement	Réalisation
Examen de Postes Canada	• SPAC a mis sur pied un secrétariat spécial pour appuyer la réalisation d'un examen indépendant de Postes Canada afin de veiller à ce que la population canadienne reçoive des services postaux de qualité à un prix raisonnable.
Appel d'offres ouvert et transparent pour remplacer les avions de chasse CF-18	• L'équipe d'approvisionnement de SPAC a travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Défense nationale (MDN) et Innovation, Sciences et Développement économique Canada afin d'appuyer les activités de diligence raisonnable requises pour le remplacement de la flotte de CF-18 du Canada, ce qui comprend la planification, la préparation et l'établissement de calendriers.
Stratégie de service, guichet unique en ligne, normes de rendement et évaluation	• SPAC a commencé à travailler avec le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) et les autres ministères à l'élaboration d'une stratégie de service accordant la priorité aux clients du gouvernement du Canada, dans le but de créer un guichet unique en ligne et d'axer l'établissement de l'orientation du gouvernement sur les clients afin d'améliorer la prestation de services. • SPAC a commencé à travailler avec le Secrétariat du Conseil du Trésor ainsi qu'Emploi et Développement social Canada à l'élaboration de nouvelles normes de rendement et d'une nouvelle approche pour évaluer la satisfaction de la clientèle.
Modernisation des approvisionnements	• SPAC a pris des mesures pour réviser et simplifier les instruments et les processus d'approvisionnement, améliorer l'équité et l'accès, augmenter le nombre de soumissions conformes et optimiser la concurrence. • SPAC a commencé à travailler avec le Secrétariat du Conseil du Trésor à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un nouveau cadre de rendement des fournisseurs de SPAC et d'un ensemble de politiques et d'outils.

Engagement	Réalisation
Priorité accordée à la Stratégie nationale de construction navale	• En consultation avec l'industrie, SPAC a peaufiné une stratégie d'approvisionnement relative au navire de combat de surface canadien en vue d'améliorer l'efficience du processus tout en attirant des investissements de grande valeur au Canada. En date du 31 décembre 2015, 492 fournisseurs canadiens avaient décroché des contrats d'une valeur de 1,3 milliard de dollars dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale.
Rétablissement d'une approche juste et équitable pour une main-d'œuvre organisée	• SPAC a aidé Emploi et Développement social Canada à rétablir une approche juste et équitable pour une main-d'œuvre organisée en abrogeant les projets de loi C-377 et C-525 et en mettant en œuvre un régime moderne des justes salaires.
Inventaire de tous les terrains et les immeubles fédéraux disponibles pouvant être convertis en logements abordables	• SPAC a établi un inventaire des immeubles et biens fédéraux disponibles et l'a communiqué à Emploi et Développement social Canada, à la Société canadienne d'hypothèques et de logement, à Infrastructure Canada et au SCT aux fins d'application à l'échelle du gouvernement. Le Ministère et les principaux partenaires fédéraux ont établi des critères clairs pour le recensement des immeubles fédéraux qui pourraient être convertis en logements abordables.
Régime d'intégrité à l'échelle du gouvernement	• SPAC a mis en œuvre la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* afin d'assurer l'intégrité des activités d'approvisionnement et des opérations immobilières en veillant à ce que le gouvernement du Canada fasse affaire avec des fournisseurs qui respectent les principes d'éthique au Canada et à l'étranger.
Fourniture de systèmes informatiques pour moderniser les services administratifs et les systèmes informatiques à l'échelle du gouvernement	• À la fin de 2015–2016, un total de 32 ministères comptant une population totale de 39 000 ETP avait intégré le programme Mes RHGC, un programme pangouvernemental de technologie de l'information des Ressources humaines de SPAC. • Onze ministères et plus de 16 000 utilisateurs tirent avantage de l'outil de gestion des dossiers et des documents du gouvernement du Canada (GCDocs), et 20 000 autres utilisateurs devraient utiliser le service au cours de 2016–2017.
Vision et plan à long terme	• SPAC a fait avancer les travaux de construction de l'édifice Wellington jusqu'à son achèvement substantiel. De plus, il a réalisé des progrès considérables dans les travaux de construction de l'édifice de l'Ouest, du Centre d'accueil des visiteurs et du Centre de conférences du gouvernement.
Écologisation des opérations gouvernementales	• SPAC a aidé les autres ministères à écologiser les opérations gouvernementales et a réduit l'empreinte environnementale des immeubles du gouvernement du Canada sur le plan des émissions de carbone.

Engagement	Réalisation
Administration de la paye et des pensions fédérales	• SPAC a continué à mettre en œuvre la première phase de l'Initiative de transformation de l'administration des pensions des Forces armées canadiennes, ce qui permettra de réduire les coûts d'administration des pensions du gouvernement du Canada, d'améliorer le service à la clientèle et de l'harmoniser davantage avec les normes et les processus courants.
Services de gestion des locaux et des biens immobiliers	• SPAC a facilité le devancement de la date d'entrée en service du nouveau pont pour le Saint-Laurent[i] dans la région métropolitaine de Montréal et a fourni des services d'approvisionnement en matière de partenariat public-privé (PPP) pour le pont international Gordie-Howe et un centre de conservation pour Bibliothèque et Archives Canada. • À la fin de l'année, SPAC était sur la bonne voie concernant l'intégration complète des trois secteurs d'activité transférés de la Société d'expansion du Cap-Breton au mandat et aux fonctions des Opérations du Cap-Breton d'ici 2016–2017.
Gestion linguistique et services connexes	• SPAC a modernisé le Bureau de la traduction en mettant en place des outils langagiers novateurs et en lançant un nouveau modèle opérationnel visant à assurer une prestation efficiente des services linguistiques au gouvernement du Canada, et ce, à un coût moindre. Nous avons ainsi pu améliorer l'expérience de la clientèle et l'accessibilité des personnes handicapées, ce qui a permis aux ministères et organismes fédéraux de se consacrer à leur mandat de base.

Section I: Aperçu de l'organisation

1.1 Profil organisationnel

Ministre compétente : Judy M. Foote

Chef de l'institution : Marie Lemay[1]

Portefeuille ministériel : Services publics et Approvisionnement Canada

Instruments habilitants : La *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*[ii] a permis la création du ministère des Services publics et de l'Approvisionnement.

Année de constitution ou d'établissement : 1841

Autre : La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement a des responsabilités en vertu de 19 autres lois. Voici les plus importantes :

- *Loi sur Services partagés Canada*[iii]
- *Loi sur l'expropriation*[iv]
- *Loi sur la production de défense*[v]
- *Loi sur l'administration des biens saisis*[vi]
- *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*[vii]
- *Loi sur la gestion des finances publiques*[viii]

[1] Nommée en avril 2016.

1.2 Contexte organisationnel

Raison d'être

Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) joue un rôle important dans les activités quotidiennes du gouvernement du Canada. Il aide les ministères et organismes fédéraux à atteindre les objectifs qui leur sont confiés en agissant comme acheteur central, gestionnaire immobilier, spécialiste des questions linguistiques, trésorier, comptable, administrateur de la paye et des pensions, et fournisseur de services communs. La vision du Ministère consiste à exceller dans les opérations gouvernementales, et son résultat stratégique et sa mission sont d'offrir des programmes et des services centraux de première qualité qui assurent une saine intendance au profit de la population canadienne et qui sont adaptés aux besoins en matière de programmes des institutions fédérales.

Selon la lettre de mandat de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, l'objectif principal de celle-ci est de veiller à ce que son portefeuille fournisse efficacement des services et de façon que les citoyens se sentent respectés et valorisés. De plus, elle veille à ce que les services internes du gouvernement soient maintenus à un niveau tout aussi élevé et à ce que les processus d'approvisionnement tiennent compte des pratiques exemplaires modernes. La prestation des services gouvernementaux, y compris les pratiques en matière d'approvisionnement, cadre avec les attentes du public à l'égard de l'instauration d'un gouvernement transparent, ouvert et axé sur les citoyens. Cette prestation répond également aux objectifs stratégiques que s'est fixés le gouvernement pour assurer une croissance économique durable qui permettra à la classe moyenne de prospérer.

Responsabilités

Mis sur pied en 1841, le Ministère a joué un rôle de premier plan dans la construction des canaux, des routes, des ponts, des édifices du Parlement, des bureaux de poste et des immeubles fédéraux dans tout le pays.

Adoptée en 1996, la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux* (la Loi) a officiellement donné naissance au Ministère, en plus d'établir le fondement juridique des services qu'il offre. En outre, la Loi a défini SPAC comme un organisme de services communs chargé de fournir aux ministères, aux conseils et aux organismes fédéraux des services à l'appui de leurs programmes, qui comprennent aujourd'hui :

- l'approvisionnement;
- la fourniture de locaux à bureaux et d'installations;
- les services d'architecture et de génie;
- la construction, l'entretien et la réparation d'ouvrages publics et de biens immobiliers fédéraux;
- les services de paye et de pensions;

- les fonctions du receveur général, l'administration du trésor du Canada et la tenue des comptes du Canada;
- les services linguistiques;
- les services de sécurité industrielle;
- les programmes spécialisés, dont les applications pangouvernementales et l'écologisation des opérations gouvernementales.

SPAC a pour objectif de gérer ses activités en faisant preuve d'intégrité, de responsabilité, d'efficience et de transparence ainsi qu'en offrant des services à valeur ajoutée à ses ministères et organismes clients et à la population canadienne.

Pour ce faire, SPAC :

- gère environ 18 milliards de dollars d'achats au nom d'autres ministères et organismes fédéraux, dont environ 40 % va aux petites et moyennes entreprises canadiennes;
- dirige et supervise la mise en œuvre de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD), et renforce la capacité du gouvernement de tirer parti des achats liés à la défense pour créer des emplois et générer des retombées économiques pour le pays, et améliorer la gouvernance et la gestion des achats de matériel militaire;
- gère un flux de trésorerie de fonds fédéraux de plus de 2,2 billions de dollars provenant ou non du Trésor par l'intermédiaire de la fonction de receveur général;
- émet chaque année plus de 339 millions de paiements, dont 133 millions de paiements de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada, 71 millions de paiements du programme de prestations pour enfants, 24 millions de paiements de l'assurance-emploi, et 17,3 millions de paiements fédéraux relatifs à la paye et aux pensions;
- produit les Comptes publics du Canada, y compris les états financiers vérifiés du gouvernement du Canada;
- fournit des locaux aux parlementaires et à plus de 257 000 fonctionnaires fédéraux dans quelque 1 647 emplacements partout au Canada;
- gère un portefeuille de biens immobiliers appartenant à l'État qui a une valeur estimée de 7 milliards de dollars, lequel portefeuille compte 17 ouvrages techniques comme des ponts et des barrages;
- réhabilite les édifices de la Cité parlementaire afin de répondre aux besoins en locaux;
- gère des paiements annuels de loyer d'environ 1,265 milliard de dollars pour 1 586 transactions de location à l'échelle du pays;
- verse un montant de 450 millions de dollars en paiements en remplacement d'impôts à 1 183 autorités taxatrices pour le compte du gouvernement du Canada;
- gère la traduction d'environ un million de mots par jour pour le compte d'autres organisations fédérales et fournit des services de traduction et d'interprétation pour plus de 1 000 réunions parlementaires, ce qui en fait le centre d'expertise du gouvernement du Canada en matière de services linguistiques;

- traite et numérise plus de 36,4 millions de pages par année pour les ministères et organismes fédéraux;
- offre des services relatifs aux ressources humaines à l'aide de systèmes de gestion des ressources humaines normalisés et regroupés, et appuie les ministères dans la transition de 250 900 employés vers un système unique de gestion des ressources humaines (Mes RHGC);
- offre des services de gestion des voyages pour les employés du gouvernement du Canada;
- effectue plus de 20 000 vérifications de l'intégrité à l'échelle du gouvernement en vertu du Régime d'intégrité, conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*.
- traite chaque année plus de 129 000 demandes d'enquête de sécurité sur le personnel afin de permettre aux entrepreneurs de participer aux contrats de nature délicate du gouvernement du Canada.

Le portefeuille de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement comprend Services partagés Canada, qui rend compte de ses activités séparément. Il comprend également trois sociétés d'État (Société immobilière du Canada limitée, Construction de Défense Canada et Société canadienne des postes), deux organismes quasi judiciaires (Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles et Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique) et la Commission de la fonction publique, un organisme gouvernemental indépendant. Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) relève également de la ministre et mène ses activités de façon indépendante. Des détails sur les activités des sociétés d'État et du BOA sont fournis dans des rapports annuels distincts qui sont déposés devant le Parlement par la ministre.

Résultat stratégique et Architecture d'alignement des programmes

Approuvée par le Conseil du Trésor, l'Architecture d'alignement des programmes (AAP) de SPAC appuie notre résultat stratégique qui consiste à :

> Offrir des programmes et des services centraux de première qualité qui assurent une saine intendance au profit de la population canadienne et qui sont adaptés aux besoins en matière de programmes des institutions fédérales.

Le tableau ci-après présente les programmes compris dans l'AAP de 2015–2016 de SPAC.

Architecture d'alignement des programmes (AAP) de 2015–2016 de SPAC

Programme	Sous-programme
1.1 Approvisionnements	1.1.1 Services d'approvisionnement généraux 1.1.2 Services d'approvisionnement personnalisés 1.1.3 Intendance de l'approvisionnement 1.1.3.1 Gestion stratégique et politique d'approvisionnement 1.1.3.2 Mobilisation des clients et des fournisseurs 1.1.4 Innovation et appui liés à l'approvisionnement 1.1.4.1 Programme d'innovation Construire au Canada 1.1.4.2 Disposition de biens 1.1.4.3 Élaboration de normes et certification
1.2 Services de gestion des locaux et des biens immobiliers	1.2.1 Locaux fédéraux 1.2.2 Avoirs fédéraux 1.2.3 Services immobiliers 1.2.4 Paiements versés en remplacement d'impôts 1.2.5 Cité parlementaire 1.2.6 Opérations du Cap-Breton
1.3 Receveur général du Canada	1.3.1 Intendance du Trésor et des comptes du Canada 1.3.2 Services du receveur général
1.4 Programmes et services d'intégrité	1.4.1 Sécurité des contrats 1.4.2 Marchandises contrôlées 1.4.3 Services de juricomptabilité 1.4.4 Services d'intégrité opérationnelle
1.5 Administration de la paye et des pensions fédérales	1.5.1 Paye 1.5.2 Pensions
1.6 Gestion linguistique et services connexes	1.6.1 Programme de normalisation terminologique 1.6.2 Traduction et autres services linguistiques 1.6.3 Traduction et interprétation au Parlement 1.6.4 Interprétation des conférences
1.7 Programmes et services spécialisés	1.7.1 Écologisation des opérations gouvernementales 1.7.2 Stratégie de service à la clientèle 1.7.3 Services d'information du gouvernement 1.7.4 Services d'imagerie documentaire 1.7.5 Services de voyage partagés 1.7.6 Service central de déménagement 1.7.7 Services administratifs du gouvernement du Canada
1.8 Ombudsman de l'approvisionnement[ix]	1.8.1 Examen des pratiques d'approvisionnement 1.8.2 Programme de gestion des plaintes et de règlement des différends
1.9 Services internes	1.9.1 Services de gestion et de surveillance 1.9.2 Services de communication 1.9.3 Services juridiques 1.9.4 Services de gestion des ressources humaines 1.9.5 Services de gestion financière 1.9.6 Services de gestion de l'information 1.9.7 Services de technologie de l'information 1.9.8 Services des biens immobiliers 1.9.9 Services du matériel 1.9.10 Services d'approvisionnement

Contexte opérationnel et analyse des risques

SPAC a intégré officiellement le facteur risque dans la planification opérationnelle, la prise de décisions et les processus organisationnels afin de réduire au minimum les répercussions négatives et d'optimiser les possibilités relativement à sa vaste gamme de services et d'activités. Il gère les risques dans l'ensemble de l'organisation conformément au Cadre stratégique de gestion du risque du Conseil du Trésor, à la Politique de gestion intégrée des risques de SPAC, à la norme ISO 31000 de l'Organisation internationale de normalisation, et au Guide de mise en œuvre de la norme CAN/CSA-ISO 31000, Management du risque—Principes et lignes directrices (Q310001-11), de l'Association canadienne de normalisation.

Principaux risques

Risque	Stratégie de réaction au risque	Lien avec les programmes du Ministère
Risque financier—Le recours, par SPAC, au recouvrement des coûts posait un risque dans le contexte de réduction des dépenses que connaissent les ministères clients.	Les mesures de réaction au risque prises par SPAC comprenaient : la gestion rigoureuse des recettes et des dépenses ainsi que des prévisions et de la surveillance des engagements, et une étroite collaboration avec les autres ministères par l'intermédiaire du réseau de service à la clientèle afin de définir les nouveaux besoins et leurs répercussions sur le Ministère.	• Approvisionnements • Services de gestion des locaux et des biens immobiliers • Receveur général du Canada • Programmes et services d'intégrité • Gestion linguistique et services connexes • Programmes et services spécialisés • Services internes
Risques liés aux grands projets et aux approvisionnements complexes, transformationnels et interministériels—Il y avait des risques inhérents au fait que SPAC entreprenne et exécute de grands projets et des approvisionnements complexes, transformationnels et interministériels dans le respect des délais, du budget approuvé et de la portée établie (ce qui, au bout du compte, aurait pu avoir une incidence sur la stratégie de service du Ministère).	Les mesures de réaction au risque prises par SPAC comprenaient : la mise en œuvre de processus de gestion rigoureux des investissements et des projets; l'élaboration et la mise en œuvre de solides ententes de services et normes de service qui déterminent clairement les responsabilités; une saine gestion des contrats; la mobilisation rapide des ministères clients et des autres intervenants; l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'investissement intégré du Ministère.	• Approvisionnements • Services de gestion des locaux et des biens immobiliers • Receveur général du Canada • Programmes et services d'intégrité • Administration de la paye et des pensions fédérales • Gestion linguistique et services connexes • Programmes et services spécialisés
Risque lié à l'effectif—Il y avait un risque que SPAC n'ait pas la capacité nécessaire pour maintenir un effectif à haut rendement possédant les connaissances et les compétences appropriées pour atteindre les niveaux de prestation de services attendus à l'appui des besoins opérationnels changeants. En 2015–2016, le Ministère a géré les répercussions de l'Initiative de transformation de l'administration de la paye sur les ressources humaines à l'interne.	Les mesures de réaction au risque prises par SPAC comprenaient : l'amélioration du programme de dotation et l'élaboration d'outils pour aider les gestionnaires à définir et à développer le potentiel des employés; le maintien du rythme de l'initiative Destination 2020 comme facteur pour la mobilisation des employés et l'établissement d'un effectif efficace pour l'avenir; l'élaboration d'une stratégie de placement pour les employés touchés par l'Initiative de transformation de l'administration de la paye; l'amélioration des stratégies ministérielles afin de gérer efficacement les activités de réaménagement des effectifs, notamment les activités découlant du transfert des services de rémunération à Miramichi.	• Approvisionnements • Services de gestion des locaux et des biens immobiliers • Receveur général du Canada • Programmes et services d'intégrité • Administration de la paye et des pensions fédérales • Gestion linguistique et services connexes • Programmes et services spécialisés • Services internes

Exposé des faits sur les risques

Risque financier—SPAC a mis en œuvre un cadre de gestion financière plus solide et une approche plus rigoureuse afin de gérer les recettes, les dépenses et les engagements. Il a également mis en œuvre une stratégie ministérielle de service à la clientèle qui vise à fournir des services de qualité aux clients dans le contexte des volumes d'activités changeants.

Risques liés aux grands projets et aux approvisionnements complexes, transformationnels et interministériels—À titre de fournisseur de services communs du gouvernement du Canada, SPAC réalise de grandes initiatives d'entreprise complexes pour le gouvernement. Certains risques étaient associés à ces projets. L'approche de gestion des risques de SPAC comprenait : la mise en œuvre de processus de gestion rigoureux des investissements et des projets; et de solides ententes de services et normes de service qui déterminent clairement les responsabilités.

Risque lié à l'effectif—SPAC a réalisé des activités de perfectionnement du leadership et adopté une approche simplifiée de planification de la relève afin de s'assurer que l'effectif requis était en place pour réaliser son mandat. De plus, il a élaboré des stratégies en vue de favoriser un environnement de travail sain et de demeurer un employeur de choix.

Contribution des priorités au résultat stratégique

En 2015–2016, SPAC comptait trois priorités organisationnelles à l'appui du résultat stratégique du Ministère et du mandat de la ministre :

- excellence du service;
- innovation et modernisation;
- optimisation des ressources.

Ces priorités figurent dans le tableau Priorités organisationnelles et l'analyse des programmes qui se trouve à la section III du présent rapport.

1.3 Priorités organisationnelles

En 2015–2016, SPAC a concentré ses efforts sur la prestation d'un meilleur service aux clients et à la population canadienne, la promotion de l'innovation et l'optimisation des ressources.

Priorité	Type	Programmes
Excellence du service	Nouvelle	• Approvisionnements • Services de gestion des locaux et des biens immobiliers • Receveur général du Canada • Programmes et services d'intégrité • Administration de la paye et des pensions fédérales • Gestion linguistique et services connexes • Programmes et services spécialisés • Services internes

Description

Gérer la prestation de nos programmes et de nos services en vue d'en assurer l'excellence et l'intégrité, tout en gérant les attentes de nos clients et de la population canadienne.

Pourquoi est-ce une priorité?

En sa qualité de fournisseur de services communs du gouvernement, il est essentiel que le Ministère donne un excellent service à ses clients et à la population canadienne, afin que les ministères et organismes remplissent leur mandat efficacement et que les clients soient satisfaits. Il doit également appuyer les initiatives fédérales visant à améliorer le service à la clientèle, comme il est défini dans la nouvelle Politique sur les services du Conseil du Trésor et dans l'initiative Destination 2020.

Grâce à sa Stratégie de service à la clientèle, le Ministère s'est positionné, au cours des dernières années, comme une organisation intégrée, novatrice et axée sur les services. Cette stratégie a contribué à lever les obstacles internes et externes et à consolider les relations horizontales, ce qui a permis d'améliorer l'intégration des services.

Tout en favorisant une culture d'excellence du service à l'interne, SPAC tirera parti de ses relations solides avec les ministères clients.

Quel est le lien de cette priorité avec la lettre de mandat de la ministre?

La priorité « Excellence du service » appuie les éléments suivants de la lettre de mandat :

- Effectuer un examen de la Société canadienne des postes pour veiller à ce qu'elle offre le service de grande qualité auquel s'attend la population canadienne, et ce, à un prix raisonnable.
- Travailler avec le Secrétariat du Conseil du Trésor et le ministère de l'Emploi et du Développement social, à l'établissement de nouvelles normes de rendement et à la création d'un mécanisme permettant de mener des évaluations rigoureuses du rendement des principaux services gouvernementaux et de rendre compte des conclusions à la population.
- Soutenir le Secrétariat du Conseil du Trésor dans le cadre de l'élaboration d'une nouvelle stratégie de service visant à créer un guichet unique pour tous les services gouvernementaux avec de nouvelles normes de rendement.

Description (suite)

Plus précisément, en 2015–2016, SPAC a réalisé les progrès suivants à l'égard de cette priorité :

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec les programmes du Ministère
Approvisionnements				
Améliorer la gestion des contrats et créer un régime de gestion du rendement des fournisseurs en effectuant un examen des instruments, des politiques et des pratiques d'approvisionnement.	Janvier 2016	Décembre 2016	Sur la bonne voie	Sous-sous-programme 1.1.3.1 : Gestion stratégique et politique d'approvisionnement
Agir en toute transparence en rendant accessibles les renseignements du gouvernement en format numérique et un plus grand nombre de données ouvertes aux fournisseurs et à l'industrie.	Novembre 2014	Septembre 2016	Sur la bonne voie	Sous-sous-programme 1.1.3.2 : Mobilisation des clients et des fournisseurs
Services de gestion des locaux et des biens immobiliers				
Appuyer les efforts pangouvernementaux en établissant un inventaire de tous les terrains et les immeubles fédéraux disponibles pouvant être transformés en logements abordables dans les collectivités.	Décembre 2015	12 août 2016	Sur la bonne voie	Programme 1.2 : Services de gestion des locaux et des biens immobiliers
Appuyer les efforts pangouvernementaux visant à accueillir 25 000 réfugiés syriens dans les mois à venir.	Décembre 2015	Mars 2016	Terminée	Programme 1.2 : Services de gestion des locaux et des biens immobiliers
Mettre en œuvre la vision et le plan à long terme, qui vise à restaurer et à moderniser la Cité parlementaire afin de répondre aux besoins d'une démocratie parlementaire du 21e siècle, d'offrir un environnement où les Canadiens peuvent se rassembler et de représenter le pays devant les visiteurs étrangers.	Mai 2001 (mise à jour en 2007)	En continu	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.2.5 : Cité parlementaire

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec les programmes du Ministère
Programmes et services d'intégrité				
Rationaliser et simplifier les processus opérationnels au sein du Programme de sécurité des contrats par rapport à la technologie et aux systèmes de technologie de l'information actuels.	Mars 2015	Mars 2017	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.4.1 : Sécurité des contrats
Administration de la paye et des pensions fédérales				
Poursuivre l'optimisation de l'administration de la paye en : • améliorant continuellement les activités du Centre des services de paye de la fonction publique à Miramichi, au Nouveau-Brunswick; • tenant à jour les processus et les structures des systèmes administratifs de sorte à tenir compte de la priorité accordée au service à la clientèle; • commençant à mettre hors service l'ancien système de paye; • fournissant un soutien en service continu aux ministères.	Décembre 2015	En continu SPAC continuera d'optimiser le modèle de prestation de services jusqu'à ce que les normes soient respectées de manière uniforme et que les opérations soient stabilisées	En train de régler les problèmes de mise en œuvre	Sous-programme 1.5.1 : Paye

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec les programmes du Ministère
Gestion linguistique et services connexes				
Explorer les moyens d'offrir aux clients de nouveaux produits et secteurs de service économiques et novateurs en matière de services linguistiques, comme l'interprétation à distance, la technologie voix-texte, l'approche de services entièrement gérés et une interface de demandes de traductions simplifiée, afin d'améliorer l'expérience de la clientèle et l'accessibilité des personnes handicapées, tout en permettant aux ministères et organismes fédéraux de se consacrer à leur mandat de base.	Avril 2015	Mars 2017	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.6.2 : Traduction et autres services linguistiques Sous-programme 1.6.3 : Traduction et interprétation au Parlement Sous-programme 1.6.4 : Interprétation des conférences
Programmes et services spécialisés				
Aider les ministères et les organismes à réduire l'empreinte écologique des opérations du gouvernement fédéral.	31 mars 2015	1er avril 2016	Terminée	Sous-programme 1.7.1 : Écologisation des opérations gouvernementales
Développer les services d'imagerie documentaire pour aider les ministères et organismes fédéraux à respecter les exigences de la Politique sur la gestion de l'information en diminuant les besoins d'entreposage de grands volumes de documents papier, ce qui permettra aux ministères d'améliorer leur service à la clientèle et de réduire les coûts opérationnels.	Janvier 2014	En continu	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.4 : Services d'imagerie documentaire

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec les programmes du Ministère
Programmes et services spécialisés (suite)				
Établir des partenariats avec les organisations clientes afin de faciliter le déploiement des systèmes administratifs dans l'ensemble du gouvernement du Canada : • Système de gestion des ressources humaines • Système de gestion des documents	 Janvier 2013 Décembre 2015	 Décembre 2020 Mars 2019	 Sur la bonne voie Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.7 : Services administratifs du gouvernement du Canada
Services internes				
Élaborer un programme autonome de protection des renseignements personnels distinct de la composante de l'accès à l'information de façon à fournir un meilleur appui à la haute direction en ce qui a trait à la gestion proactive des risques liés à la protection des renseignements personnels.	Décembre 2015	31 mars 2016	Terminée	Sous-programme 1.9.6 : Services de gestion de l'information
Aider les ministères et les organismes, y compris les directions générales de SPAC et les régions, à acquérir, à mettre en œuvre et à exploiter des technologies novatrices, notamment les plateformes de collaboration et les vidéoconférences par ordinateur, afin d'accroître la mobilité et de favoriser l'excellence des activités de prestation de services.	Avril 2015	En continu	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.7 : Services de technologie de l'information

Description (suite)

Quels progrès ont été accomplis en ce qui concerne cette priorité?

En 2015–2016, SPAC a mis en œuvre les initiatives ci-dessous. Il a :

- établi un secrétariat spécial au sein de SPAC pour appuyer la réalisation d'un examen indépendant de Postes Canada afin de veiller à ce que la population canadienne reçoive des services postaux de qualité à un prix raisonnable. Les Canadiens de partout au pays pourront s'exprimer sur les services qu'ils apprécient et veulent obtenir;
- accéléré les processus d'approvisionnement afin d'acquérir les biens et les services dont le gouvernement fédéral a besoin pour accueillir 25 000 réfugiés syriens;
- mené avec succès un processus concurrentiel, en collaboration avec Ressources naturelles Canada, à l'issue duquel un contrat a été attribué pour faire progresser la restructuration des laboratoires nucléaires d'Énergie atomique du Canada limitée;
- appuyé la réforme de l'approvisionnement fédéral en simplifiant les processus et en réduisant les coûts administratifs du système d'approvisionnement du gouvernement;
- poursuivi l'Initiative de transformation du Programme des approvisionnements afin d'améliorer le service à la clientèle et les relations avec les principaux intervenants, et de rationaliser les processus d'approvisionnement;
- évalué la satisfaction des ministères clients à l'égard des services d'approvisionnement au moyen d'un sondage exhaustif sur la satisfaction de la clientèle;
- mis en place un portail pour envoyer des vérifications de l'intégrité en permettant aux directions générales de SPAC et aux autres ministères et organismes de recevoir rapidement une réponse concernant la conformité des fournisseurs au Régime d'intégrité;
- simplifié et accéléré le processus d'aliénation des biens immobiliers en procédant à des consultations juridiques, à des consultations auprès des Autochtones et des intervenants en matière de patrimoine, ainsi qu'à des évaluations environnementales et de la sécurité. La réalisation de ces activités plus tôt et en parallèle permettra de réduire les délais moyens d'aliénation au moyen de la déclaration des biens excédentaires. Ainsi, le répertoire du portefeuille sera représentatif des exigences du programme qu'il appuie, et la pression financière exercée à l'égard des biens en instance d'aliénation sera atténuée;
- veillé à ce que les édifices du Parlement demeurent ouverts et fonctionnels 24 heures sur 24, sept jours sur sept, tout en s'assurant de la continuité des travaux parlementaires;
- réhabilité les édifices de la Cité parlementaire afin de répondre aux besoins en locaux du Sénat, de la Chambre des communes, de la Bibliothèque du Parlement, du Service de protection parlementaire, du Cabinet du Premier ministre et du Bureau du Conseil privé;
- facilité le devancement de la date d'entrée en service du nouveau pont pour le Saint Laurent[x] et fourni des services d'approvisionnement en matière de partenariat public-privé pour le pont international Gordie-Howe[xi] et un centre de conservation pour Bibliothèque et Archives Canada;
- mené un processus d'approvisionnement concurrentiel au nom d'Emploi et Développement social Canada et de cinq provinces dans le cadre du Programme canadien de prêts aux étudiants;

Description (suite)

- élaboré des analyses de rentabilisation pour de grands projets de rénovation dans la région de la capitale nationale à l'appui des objectifs de programme concernant l'amélioration de la performance environnementale, la création de milieux de travail modernes et la rentabilité. Les travaux de rénovation dont les budgets ont été approuvés touchaient notamment l'édifice Lester-B.-Pearson et l'extérieur de l'édifice Les Terrasses de la Chaudière;
- mené l'établissement d'une nouvelle directive, en vigueur depuis le 1er avril 2016, selon laquelle SPAC ne doit plus utiliser de l'amiante dans ses nouvelles constructions et ses grands projets de rénovation;
- géré les opérations du Trésor fédéral en émettant et en réglant plus de 339 millions de paiements fédéraux et provinciaux annuels, et en percevant les recettes pour le compte de tous les ministères, ce qui équivaut à plus de 2,2 billions de dollars en flux de trésorerie. Le Ministère a également tenu à jour les comptes du Canada, a produit les états mensuels des opérations financières du gouvernement et a préparé chaque année les Comptes publics du Canada, et il a amélioré les systèmes qui permettent d'exercer ces fonctions;
- mené les vérifications de l'intégrité des fournisseurs et déterminé si ceux-ci respectaient la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*;
- accru la rapidité du processus de traitement des enquêtes de sécurité en effectuant un examen fondé sur le rendement, ce qui a permis de simplifier les processus et de stabiliser les systèmes de technologie de l'information;
- répondu aux demandes des clients qui voulaient obtenir de l'expertise en matière de services de surveillance de l'équité en ouvrant le domaine à de nouveaux fournisseurs par le lancement d'une nouvelle offre à commandes et d'un nouvel arrangement en matière d'approvisionnement;
- continué à développer les services d'imagerie documentaire en favorisant l'utilisation de la solution d'entreprise lancée à l'automne 2015 faisant appel au secteur privé pour compléter la capacité de production interne et aider les ministères et organismes fédéraux à respecter les exigences de la Politique sur la gestion de l'information;
- aidé les ministères partenaires à réduire l'empreinte environnementale des opérations du gouvernement fédéral;
- optimisé la valeur et l'efficience des services offerts aux autres ministères et organismes en mobilisant les clients dès le début et de façon continue. Le Ministère a également habilité les employés à tous les niveaux afin d'encourager l'excellence du service, et a offert des solutions intégrées et efficaces.

Priorité	Type	Programmes
Innovation et modernisation	Nouvelle	• Approvisionnements • Services de gestion des locaux et des biens immobiliers • Receveur général du Canada • Programmes et services d'intégrité • Administration de la paye et des pensions fédérales • Gestion linguistique et services connexes • Programmes et services spécialisés • Services internes

Description

Mettre en place de nouveaux modes de prestation des programmes et des services pour répondre aux besoins changeants des clients et de la population canadienne.

Pourquoi est-ce une priorité?

Pour suivre le rythme d'un contexte en constante évolution, appuyer les priorités gouvernementales liées à la création d'emplois et à la croissance économique et contribuer aux initiatives de modernisation, comme Destination 2020, SPAC doit mettre en œuvre de nouvelles formes de prestation de programmes et de services.

Nos clients ont besoin de solutions intégrées qui tirent parti des connaissances spécialisées et de la technologie. Nous miserons sur notre expérience et notre expertise pour améliorer les processus existants et moderniser nos programmes et nos services, et pour trouver des façons nouvelles et novatrices d'offrir nos programmes et nos services, en adoptant une approche pangouvernementale. Ce faisant, nous répondrons aux besoins à venir de nos clients et de la population canadienne.

Quel est le lien de cette priorité avec la lettre de mandat de la ministre?

La priorité « Innovation et modernisation » appuie les éléments suivants de la lettre de mandat :

- Travailler avec le ministère de la Défense nationale et le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique au lancement d'un appel d'offres ouvert et transparent pour remplacer les avions de chasse CF-18 en se concentrant sur les options correspondant aux besoins du Canada en matière de défense.
- Donner la priorité à la Stratégie nationale de construction navale pour soutenir le renouvellement de la flotte de la Garde côtière canadienne et veiller à ce que la Marine royale canadienne soit une véritable flotte de haute mer.
- Moderniser les pratiques en matière d'approvisionnement de façon à ce qu'elles soient plus simples et moins lourdes sur le plan administratif, mettre en œuvre un contrôle moderne et adopter des pratiques qui appuient les objectifs de notre politique économique, y compris l'approvisionnement écologique et social.

Description (suite)

Plus précisément, en 2015–2016, SPAC a réalisé les progrès suivants à l'égard de cette priorité :

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Approvisionnements				
Travailler avec le ministre de la Défense nationale et le ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique au lancement d'un appel d'offres ouvert et transparent pour remplacer les avions de chasse CF-18.	Janvier 2016	À déterminer	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.1.2 : Services d'approvisionnement personnalisés
Mettre en œuvre l'initiative de maintien en puissance, laquelle constitue une approche de collaboration entre Services publics et Approvisionnement Canada, le ministère de la Défense nationale ainsi que le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique et qui vise à personnaliser davantage les contrats d'entretien et de réparation de la Défense. Cette initiative encouragera les entrepreneurs à être plus efficients et novateurs ainsi qu'à accroître la souplesse afin de s'adapter aux besoins qui évoluent au fil du temps.	Novembre 2014	Mars 2018	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.1.1 : Services d'approvisionnement généraux
Accorder la priorité à la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale afin de contribuer au renouvellement des flottes de la Marine royale canadienne et de la Garde côtière canadienne, y compris faire des mises à jour publiques chaque trimestre (début en mars 2016) et présenter un rapport annuel au Parlement (début en décembre 2016).	Mars 2016	Le premier rapport de situation a été publié en mai 2016	Sur la bonne voie *Le rapport annuel au Parlement présenté à l'automne 2016 sera suivi de mises à jour trimestrielles*	Sous-programme 1.1.2 : Services d'approvisionnement personnalisés

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Services de gestion des locaux et des biens immobiliers				
Réaliser des économies d'espace et d'argent supérieures à ce qui est possible dans le cadre de l'application des normes en intégrant étroitement les technologies (Services partagés Canada) et en appuyant la mise en place de modes de travail non conventionnels.	Avril 2012	Mars 2020	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.2.1 : Locaux fédéraux
Intégrer les fonctions des Opérations du Cap Breton (auparavant la Société d'expansion du Cap Breton) dans les opérations gouvernementales en 2016–2017, notamment en ce qui a trait aux impacts environnementaux de l'exploitation minière, aux avantages postérieurs à l'emploi des anciens mineurs et à la gestion du portefeuille et la planification du dessaisissement du portefeuille de 4 000 hectares.	Juin 2014	Mars 2017	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.2.6 : Opérations du Cap-Breton
Receveur général				
Poursuivre l'Initiative de modernisation de la fonction de receveur général visant à moderniser les processus, les systèmes et les services de trésorerie et de comptabilité offerts aux ministères clients et à la population canadienne ainsi qu'à assurer l'harmonisation avec les travaux connexes, comme la transformation de la gestion financière entreprise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, en réalisant l'étape de la planification et en commençant la mise en œuvre. L'initiative de modernisation contribuera à maintenir la viabilité et l'intégrité du cadre de contrôle du receveur général, tout en simplifiant les processus.	Février 2012	Décembre 2020	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.3.2 : Services du receveur général

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Programmes et services d'intégrité				
Répondre au besoin de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) qui consiste à remplacer la vérification nominale du casier judiciaire par la prise d'empreintes digitales obligatoires.	Mai 2015	Décembre 2016	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.4.1 : Sécurité des contrats
Mettre en œuvre le nouveau système de gestion de cas du Programme des marchandises contrôlées pour appuyer les modifications au programme et améliorer la prestation de services.	Septembre 2014	Décembre 2016	Retardée[2]	Sous-programme 1.4.2 : Marchandises contrôlées
Optimiser le fonctionnement des services de base de données sur l'intégrité en faisant passer la base de données d'une base d'accès à une plateforme Web.	2014	Septembre 2016	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.4.4 : Services d'intégrité opérationnelle
Administration de la paye et des pensions fédérales				
Achever la mise en œuvre du nouveau système de paye Phénix qui remplace le système de paye désuet et améliorer ses fonctions. Ce nouveau système permet d'étendre les offres de libre-service.	Décembre 2012	Mars 2017	Retardée	Sous-programme 1.5.1 : Paye
Achever l'Initiative de transformation de l'administration des pensions des Forces armées canadiennes, ce qui permettra d'améliorer le service à la clientèle et d'accroître l'harmonisation avec les normes et les services d'administration des pensions courants du gouvernement du Canada, tout en diminuant le coût global de l'administration des pensions.	Mars 2012	Décembre 2016	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.5.2 : Pension

[2] La portée du projet a été modifiée. Cette initiative sera intégrée au projet de transformation des systèmes de sécurité industrielle, qui regroupe les exigences du système de gestion de cas du Programme des marchandises contrôlées et du système de gestion de cas pour la sécurité des contrats.

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Gestion linguistique et services connexes				
Offrir une solution d'entreprise efficace et novatrice à l'appui de la fonction publique du Canada en déployant un outil de compréhension linguistique sur les postes de travail de tous les fonctionnaires afin de favoriser la collaboration et de promouvoir l'utilisation des deux langues officielles.	Juin 2015	Mars 2017	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.6.2 : Traduction et autres services linguistiques
Programmes et services spécialisés				
Mettre à niveau notre stratégie de services afin de développer et de promouvoir des services électroniques internes favorisant l'atteinte des résultats ministériels en matière d'exécution. Établir des objectifs clés concordant avec la première politique numérique du Canada sur les services.	Octobre 2014	Mars 2018	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.2 : Stratégie de service à la clientèle
Mettre en œuvre un système de gestion des flux de travail qui permettra un suivi sans heurts des documents tout au long du processus de publication de la *Gazette du Canada*.	Mai 2015	Décembre 2016	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.3 : Services d'information du gouvernement
Déployer la nouvelle solution d'entreprise du gouvernement du Canada pour l'imagerie documentaire en intégrant davantage de ministères clients.	Juillet 2015	Mars 2017	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.4 : Services d'imagerie documentaire
Fournir des solutions novatrices pour la modernisation des services administratifs du gouvernement du Canada et des systèmes de technologie de l'information à l'échelle du gouvernement.	Janvier 2013	Décembre 2020	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.5 : Services de voyage partagés Sous-programme 1.7.7 : Services administratifs du gouvernement du Canada

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Services internes				
Transférer le contenu du site Web externe de SPAC vers le site Canada.ca pour atteindre l'objectif de renouvellement du Web du gouvernement du Canada et améliorer la convivialité des sites Web pour la population canadienne.	Juin 2015	Décembre 2016	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.2 : Services de communications
Moderniser les services administratifs et les systèmes de TI du gouvernement du Canada par la transformation continue de nos applications de soutien de la gestion de l'information et de la technologie de l'information afin de fournir aux ministères et aux organismes des applications améliorées, comme GCDocs et Mes RHGC, fondées sur des processus et une technologie normalisés, ce qui permettra de renforcer la fonctionnalité, l'extensibilité et la souplesse.	Avril 2014	À déterminer	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.6 : Services de gestion de l'information Sous-programme 1.9.7 : Services de technologie de l'information
Utiliser les technologies habilitantes pour accroître la mobilité de notre effectif et ainsi améliorer le service à la clientèle de même que la prestation de nos programmes et de nos services.	Avril 2014	À déterminer	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.7 : Services de technologie de l'information

Quels progrès ont été accomplis en ce qui concerne cette priorité?

En 2015–2016, SPAC a mis en œuvre les initiatives suivantes. Il a :

- continué à mettre le cap sur l'initiative Destination 2020 en prônant ses approches de consultation proactive et amélioré ses progrès dans les cinq domaines ciblés comme des priorités pendant les consultations des employés : service aux clients, rendement, milieu de travail collaboratif, restructuration des processus et contribution pangouvernementale;
- travaillé en étroite collaboration avec le ministère de la Défense nationale et Innovation, Sciences et Développement économique Canada afin d'appuyer les activités de diligence raisonnable requises pour le remplacement de la flotte de CF-18 du Canada;

Description (suite)

- mis en œuvre la Stratégie nationale de construction navale. Les travaux de construction ont commencé aux deux chantiers navals sélectionnés par processus concurrentiel, et SPAC a embauché un expert en construction navale reconnu à l'échelle internationale afin d'obtenir ses conseils sur la mise en œuvre de la Stratégie;
- étendu l'utilisation du processus d'évaluation des soumissions en deux étapes à divers processus d'approvisionnement, ce qui fournit aux soumissionnaires non retenus une deuxième occasion de se conformer aux exigences obligatoires après la clôture des soumissions, accroissant ainsi la concurrence;
- procédé à la mise en œuvre de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD) en mettant sur pied le Groupe consultatif de l'industrie de la défense, en menant des consultations régulières et hâtives auprès de l'industrie, en établissant la Commission d'examen indépendante d'acquisition de la Défense et en augmentant les pouvoirs délégués au ministère de la Défense nationale;
- réduit les obstacles que les fournisseurs doivent surmonter pour faire affaire avec le gouvernement par l'intermédiaire du Programme d'innovation *Construire au Canada*, en achetant et en mettant à l'essai les produits et les services novateurs des fournisseurs, afin de soutenir leurs plans de commercialisation;
- amélioré la façon dont SPAC fait affaire avec les provinces et les territoires au moyen d'une nouvelle initiative d'approvisionnement collaboratif. Le Ministère conclura bientôt une entente avec l'Île-du-Prince-Édouard et l'Alberta pour leur permettre d'utiliser l'offre à commandes de SPAC pour l'achat de fournitures de bureau, ce qui leur permettra de réduire leurs coûts administratifs et d'obtenir un meilleur rapport qualité-prix pour l'ensemble de la population canadienne;
- procédé à l'intégration complète des trois secteurs d'activité transférés de la Société d'expansion du Cap-Breton au mandat et aux fonctions des Opérations du Cap-Breton d'ici 2016–2017;
- mis en œuvre et développé six nouveaux contrats de gestion de services immobiliers à l'échelle nationale afin de répondre aux besoins des ministères clients, et exploré l'utilisation de nouveaux mécanismes de passation de contrats afin de répondre aux besoins futurs des clients;
- élaboré une nouvelle stratégie pour l'acquisition d'une solution de technologie de l'information afin de répondre tant aux besoins du Programme des marchandises contrôlées que du Programme de sécurité des contrats;
- créé un portail Web sécurisé où les directions générales et d'autres ministères et organismes peuvent soumettre leurs demandes de vérification de fournisseurs et obtenir des résultats de requête de la base de données sur l'intégrité;
- poursuivi la mise en œuvre de l'Initiative de transformation de l'administration de la paye, dont l'objectif est de remplacer le système de paye désuet, de simplifier les processus opérationnels et de regrouper les services de paye afin d'assurer la durabilité à long terme de l'administration de la paye du gouvernement du Canada et d'accroître l'efficience;
- continué à mettre en œuvre l'Initiative de transformation de l'administration des pensions des Forces armées canadiennes, ce qui permettra de réduire les coûts d'administration des pensions du gouvernement du Canada, d'améliorer le service à la clientèle et d'accroître l'harmonisation avec les normes et les processus courants;

Description (suite)

- mis en œuvre la révision électronique de textes en vue de leur publication dans la *Gazette du Canada*;
- favorisé les plus récents outils novateurs dans le but de communiquer le plus efficacement possible avec la population canadienne, tout en préparant la transition du Ministère vers le nouveau site Web Canada.ca;
- fourni des solutions novatrices afin de moderniser les services administratifs du gouvernement du Canada et les systèmes de TI à l'échelle du gouvernement, en facilitant le déploiement de l'outil de gestion des documents et des dossiers (GCDocs) dans l'ensemble du Canada;
- élaboré et mis en œuvre une application de TI des ressources humaines pangouvernementale (Mes RHGC), qui permet d'optimiser la prestation de services de ressources humaines du gouvernement du Canada. L'intégration des ministères et des organismes clients participant à la première des quatre vagues a été achevée en 2015–2016.

Priorité	Type	Programmes
Optimisation des ressources	Nouveau	• Approvisionnements • Services de gestion des locaux et des biens immobiliers • Receveur général du Canada • Programmes et services d'intégrité • Administration de la paye et des pensions fédérales • Gestion linguistique et services connexes • Programmes et services spécialisés • Ombudsman de l'approvisionnement • Services internes

Description

Mettre en œuvre des initiatives visant à accroître l'efficience et l'efficacité de notre programme et de nos services.

Pourquoi est-ce une priorité?

SPAC démontrera à la population canadienne et aux parlementaires que nos programmes et services procurent un bon rapport qualité-prix et affichera un niveau de rendement optimal pour atteindre les objectifs des programmes.

Pour mettre en œuvre cette priorité, nous mettrons en œuvre des initiatives qui augmentent l'efficience et l'efficacité de nos programmes et services afin qu'ils soient pertinents pour répondre aux besoins de nos clients et du gouvernement fédéral et qu'ils démontrent que les ressources sont optimisées.

Quel est le lien de cette priorité avec la lettre de mandat de la ministre?

En 2015–2016, le Ministère a commencé à réaliser les principales priorités qui sont décrites dans la lettre de mandat de notre ministre en travaillant avec d'autres ministères et organismes à la mise en œuvre des activités prioritaires suivantes, qui favorisent « l'optimisation des ressources » :

- Soutenir Emploi et Développement social Canada en vue de rétablir une approche juste et équitable pour une main-d'œuvre organisée en abrogeant les projets de loi C-377 et C-525 et en mettant en œuvre un régime des justes salaires moderne.
- Travailler avec le ministère de l'Infrastructure et des Collectivités à l'établissement d'un inventaire de toutes les terres fédérales et de tous les immeubles fédéraux disponibles pouvant être transformés en logements abordables dans les collectivités.

Description (suite)

Plus précisément, en 2015–2016, SPAC a réalisé les progrès suivants à l'égard de cette priorité :

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Approvisionnements				
Tirer profit de l'expérience et de l'expertise du secteur privé dans le cadre de grands projets d'approvisionnement en partenariat public-privé pour favoriser l'atteinte des objectifs en matière de politique économique du gouvernement. Cela commencera avec le projet de corridor du nouveau pont Champlain.	Mars 2014	Décembre 2018	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.1.2 : Services d'approvisionnement personnalisés
Services de gestion des locaux et des biens immobiliers				
Gérer à l'échelle nationale un programme d'infrastructures mis en œuvre à l'échelle régionale qui fournira des projets d'une valeur de 1,2 G$ à 13 autres ministères ainsi que des projets d'une valeur de 174 M$ à SPAC. Les projets de SPAC comprennent des travaux de réparation visant des infrastructures clés liées à des ouvrages techniques appartenant à l'État, comme la cale sèche d'Esquimalt, la route de l'Alaska et le pont Alexandra, et des travaux de réparation nécessaires d'une valeur de 85 M$ visant des immeubles appartenant au gouvernement fédéral dans l'ensemble du Canada.	Avril 2015	Mars 2017	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.2.2 : Avoirs fédéraux Sous-programme 1.2.3 : Services immobiliers
Favoriser l'amélioration du milieu de travail en appliquant les initiatives de modernisation des normes de gestion des locaux et de récupération des locaux, en modernisant les lieux de travail et en donnant accès à de nouvelles technologies, s'il y a lieu, pour créer un milieu de travail plus efficient et réaliser des économies.	Avril 2012	Mars 2019	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.2.1 : Locaux fédéraux

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Receveur général				
Réduire davantage le nombre de chèques papier émis par le receveur général en faveur du dépôt direct, qui est un mode de paiement plus sécuritaire, plus rapide et plus économique.	Avril 2012	En cours	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.3.2 : Services du receveur général
Gestion linguistique et services connexes				
Maintenir la prestation de services linguistiques exemplaires et de grande qualité tout en continuant de réduire le coût de la prestation de ces services pour le gouvernement du Canada par l'utilisation optimale de technologies linguistiques, l'adoption de mesures de limitation des coûts, l'amélioration continue des systèmes et des processus, et l'établissement de plus grands partenariats avec le secteur privé.	Avril 2016	Mars 2017	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.6.2 : Traduction et autres services linguistiques
Programmes et services spécialisés				
Adopter des principes de gestion allégée visant à réduire les coûts, à améliorer la qualité, la rapidité d'exécution et la convivialité, et à intégrer des modes de prestation de services. Cette initiative, qui a commencé par l'entrée en vigueur de la politique sur les services, prendra fin lorsque notre stratégie de gestion des services sera achevée.	Octobre 2014	Mars 2018	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.2 : Stratégie de service à la clientèle
Mettre en œuvre des pratiques allégées au sein du Centre de solutions en imagerie documentaire dans les deux bureaux (à Matane et à Winnipeg) pour réaliser des gains d'efficience au chapitre du traitement et optimiser davantage les ressources.	Novembre 2015	En cours	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.4 : Services d'imagerie documentaire

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Programmes et services spécialisés (suite)				
Améliorer l'efficacité des services administratifs au sein du gouvernement du Canada en tirant profit des économies d'échelle par l'intermédiaire des systèmes administratifs communs.	Avril 2012	Décembre 2020	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.7.5 : Services de voyage partagés Sous-programme 1.7.7 : Services administratifs du gouvernement du Canada
Ombudsman de l'approvisionnement				
Fournir des services de résolution de différends opportuns et efficaces aux entreprises canadiennes et aux ministères fédéraux afin de résoudre les différends contractuels et d'éviter des procédures juridiques longues et coûteuses, par l'intermédiaire du Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement.	2008	2017	Sur la bonne voie	Programme 1.8 : Ombudsman de l'approvisionnement
Services internes				
Assurer une surveillance et un leadership rigoureux en matière de finances, tout en veillant à ce que les priorités ministérielles soient respectées.	Avril 2015	À déterminer	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.5 : Services de gestion financière
Permettre l'utilisation de nouvelles technologies pour améliorer l'efficacité des activités du Ministère.	Juin 2015	Juin 2019	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.5 : Services de gestion financière
Poursuivre la création d'un environnement de GI-TI rentable et durable qui réduit le nombre d'applications grâce à une gestion proactive du portefeuille d'applications du Ministère.	Avril 2014	À déterminer	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.6 : Services de gestion de l'information Sous-programme 1.9.7 : Services de technologie de l'information

Description (suite)

Initiatives prévues	Date de début	Date de fin	État d'avancement	Lien avec l'Architecture d'alignement des programmes du Ministère
Services internes (suite)				
Mettre en œuvre une approche panministérielle à l'égard de la gestion de la GI-TI pour veiller à ce que des services et des solutions de GI-TI rentables et efficients soient en place, et à ce que les décisions relatives aux investissements en GI-TI soient harmonisées avec les priorités du Ministère et du gouvernement du Canada.	Avril 2014	À déterminer	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.6 : Services de gestion de l'information Sous-programme 1.9.7 : Services de technologie de l'information
Diriger le Programme national de gestion des locaux pour fournir des lieux de travail modernes et propices à la collaboration qui garantissent une utilisation plus efficiente des locaux.	Juin 2015	Mars 2022	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.8 : Services des biens immobiliers
Améliorer les pratiques de gestion du matériel et des locaux au sein du Ministère pour maximiser les ressources et réaliser des gains d'efficience.	Octobre 2015	Juin 2017	Sur la bonne voie	Sous-programme 1.9.9 : Services du matériel Sous-programme 1.9.10 : Services d'approvisionnement

Quels progrès ont été accomplis en ce qui concerne cette priorité?

En 2015–2016, SPAC a mis en œuvre les initiatives suivantes. Il a :

- fait avancé l'amélioration du milieu de travail, modernisé les espaces de travail et favorisé de nouvelles technologies qui appuient de nouvelles méthodes de travail;
- exécuté le projet du complexe Carling, qui vise à fournir des locaux à bureaux permettant d'accueillir jusqu'à 8 500 employés du MDN occupant d'autres emplacements du Secteur de la capitale nationale par l'intégration complète du projet à l'échelle du MDN (client) et de Services partagés Canada;
- produit un cadre national de gestion du portefeuille pour la mise en œuvre de programmes de travaux nationaux qui décrivent les projets et les activités de portefeuille qui seront entrepris dans le but d'atteindre l'état optimal du portefeuille;
- collaboré avec la Société immobilière du Canada limitée en vue d'établir le prochain groupe de biens à aliéner et d'élaborer des modèles génériques pour les transactions immobilières.

Description (suite)

- fourni un leadership aux principaux partenaires fédéraux et gardiens lors de l'élaboration de critères permettant d'évaluer si les biens immobiliers fédéraux peuvent être convertis en logements abordables, et appliqué ces critères pour élaborer une version provisoire du répertoire de biens immobiliers de SPAC qui pourraient être convertis;
- amélioré et simplifié les processus de vérification de la conformité des fournisseurs au Régime d'intégrité, afin d'en améliorer davantage l'efficacité et d'assurer l'intégrité du processus d'approvisionnement et des transactions immobilières;
- poursuivi la mise en œuvre de l'initiative de dépôt direct du gouvernement pour que tous les paiements soient effectués au moyen du dépôt direct;
- modernisé le Bureau de la traduction en lançant nouveau modèle opérationnel visant à assurer une prestation efficiente des un services linguistiques au gouvernement du Canada;
- maintenu de saines pratiques de gestion du matériel et des locaux au sein du Ministère pour maximiser les ressources et réaliser des gains d'efficience;
- réduit les coûts des répercussions du réaménagement des effectifs en établissant des stratégies visant à maximiser le placement des employés touchés par les initiatives de transformation, dont l'Initiative de transformation de l'administration de la paye. Il n'y a eu aucune cessation d'emploi involontaire à l'échelle de la fonction publique.

De plus amples renseignements sur les priorités organisationnelles se trouvent dans la lettre de mandat de la ministre sur le site Web du premier ministre du Canada[xii].

Section II: Aperçu des dépenses

2.1 Dépenses réelles

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016*	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence (dépenses réelles moins dépenses prévues)
2 871 525 596	2 871 525 596	3 215 618 591	2 833 315 710	(38 209 886)

Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

* Les autorisations totales à ce jour accordées à SPAC pour 2015–2016 excluent les montants qui n'étaient pas disponibles conformément aux principes du fonds renouvelable. Toutefois, elles comprennent un montant de 51,4 M$ qui a été réservé par les organismes centraux, principalement pour des projets et des initiatives qui seront réalisés au cours des prochaines années.

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016 (ETP réels moins ETP prévus)
12 103,58*	11 745,15	(358,43)

* Le nombre prévu d'ETP indiqué dans le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) 2015-2016 de SPAC était de 11 986,68. Il s'agit d'une erreur de calcul dans le programme 1.9—Services internes.

2.2 Sommaire du rendement budgétaire

Sommaire du rendement budgétaire pour les programmes et les services internes (en dollars)

Programmes et services internes	Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues			Autorisations totales à ce jour en 2015–2016*	Dépenses réelles (autorisations utilisées)		
		2015–2016	2016–2017	2017–2018		2015–2016	2014–2015	2013–2014
Résultat stratégique 1 : Des services et des programmes centraux de grande qualité qui assurent une saine intendance au nom de la population canadienne et qui répondent aux besoins des institutions fédérales en matière de programmes.								
Approvisionnements	151 339 610	151 339 610	148 255 037	155 238 902	155 042 770	151 557 532	144 689 522	152 781 604
Services de gestion des locaux et des biens immobiliers	2 175 548 102	2 175 548 102	2 192 828 508	2 070 671 770	2 441 749 987	2 112 305 111	2 032 720 120	2 111 237 753
Receveur général du Canada	99 157 873	99 157 873	106 647 604	106 227 619	110 793 370	109 908 581	116 448 841	120 686 479
Programmes et services d'intégrité	15 505 622	15 505 622	15 184 073	15 184 073	21 448 262	20 273 364	22 035 911	0
Administration de la paye et des pensions fédérales	114 163 435	114 163 435	81 761 681	83 952 459	137 618 499	128 954 893	115 698 499	101 211 263
Gestion linguistique et services connexes	60 913 368	60 913 368	60 707 474	60 530 122	60 754 093	51 299 267	57 727 344	61 627 911
Programmes et services spécialisés	29 617 191	29 617 191	29 454 041	30 059 862	31 228 075	24 537 710	47 133 036	56 443 733
Ombudsman de l'approvisionnement	4 111 325	4 111 325	4 118 152	4 118 152	4 101 959	3 830 009	3 889 948	4 075 023
Total partiel	**2 650 356 526**	**2 650 356 526**	**2 638 956 570**	**2 525 982 959**	**2 962 737 015**	**2 602 666 467**	**2 540 343 220**	**2 608 063 764**
Total partiel— Services internes	**221 169 070**	**221 169 070**	**231 502 828**	**231 902 320**	**252 881 576**	**230 649 243**	**226 820 291**	**239 060 369**
Total	**2 871 525 596**	**2 871 525 596**	**2 870 459 398**	**2 757 885 279**	**3 215 618 591**	**2 833 315 710**	**2 767 163 511**	**2 847 124 134**

* Les autorisations totales à ce jour accordées à SPAC pour 2015–2016 excluent les montants qui n'étaient pas disponibles conformément aux principes du fonds renouvelable. Toutefois, elles comprennent un montant de 51,4 M$ qui a été réservé par les organismes centraux, principalement pour des projets et des initiatives qui seront réalisés au cours des prochaines années.

Par l'intermédiaire du présent rapport ministériel sur le rendement, SPAC informe les parlementaires et la population canadienne du rendement budgétaire obtenu pour 2015–2016. Ce rendement est évalué par rapport aux dépenses prévues établies dans le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) 2015–2016 de SPAC.

À la suite de la présentation des dépenses prévues dans le Budget principal des dépenses 2015–2016, SPAC a obtenu de nouveaux fonds pour diverses initiatives comme le Programme accéléré d'infrastructures (Budget 2015) et la réhabilitation de la Cité parlementaire.

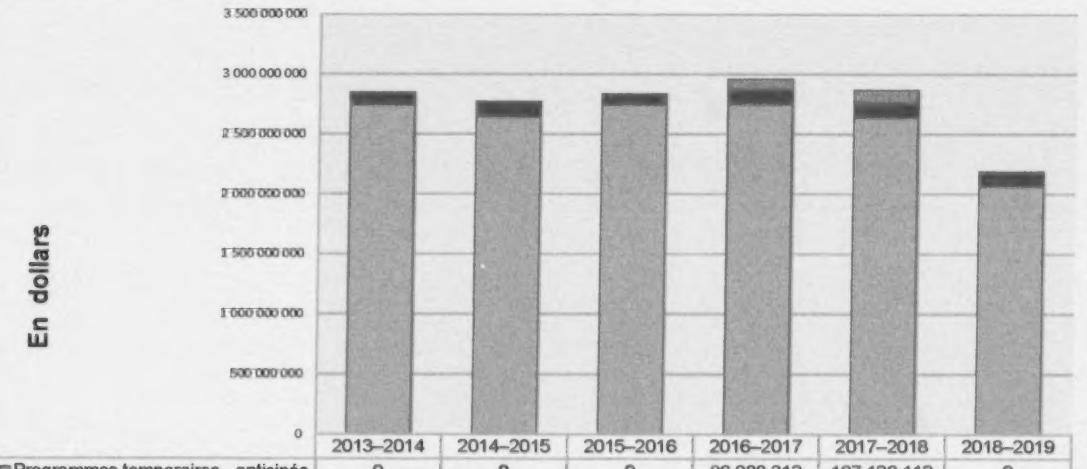
L'écart de 38 M$ entre les dépenses réelles et les dépenses prévues découle principalement :

- d'un changement dans le calendrier de diverses initiatives, comme la préparation des locaux fédéraux en vue de leur occupation, la route de l'Alaska et la cale sèche d'Esquimalt;
- d'une diminution de la demande en services de traduction au Parlement pendant la période électorale;
- d'une réduction du nombre de campagnes publicitaires dans le cadre de l'Initiative pangouvernementale d'achat en ligne.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur :

- les dépenses réelles des exercices précédents, veuillez consulter les Comptes publics 2013–2014, 2014–2015 et 2015–2016;
- les dépenses prévues pour les prochains exercices, veuillez consulter les RPP 2015–2016 et 2016–2017.

2.3 Tendances relatives aux dépenses du Ministère



	2013–2014	2014–2015	2015–2016	2016–2017	2017–2018	2018–2019
Programmes temporaires - anticipés	0	0	0	86 088 312	107 126 112	0
Postes législatifs	106 992 770	128 371 428	91 013 809	123 369 269	122 591 897	122 771 622
Crédits votés	2 740 131 364	2 638 792 083	2 742 301 901	2 747 090 129	2 635 293 382	2 062 173 474
Total	2 847 124 134	2 767 163 511	2 833 315 710	2 956 547 710	2 865 011 391	2 184 945 096

Les écarts dans les programmes temporaires s'expliquent de la façon suivante :

De 2015–2016 à 2016–2017, les éléments suivants seront achevés :

- l'Initiative de transformation de l'administration de la paye;
- la phase II du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux;
- l'Initiative pangouvernementale d'achat en ligne.

De 2016–2017 à 2017–2018, les programmes suivants seront achevés :

- le Programme accéléré d'infrastructures (budget 2015);
- le Programme de certification des coûts et des profits.

La baisse constatée entre 2017–2018 et 2018–2019 est attribuable aux réductions prévues dans les mouvements de trésorerie des diverses initiatives, comme la réhabilitation de la Cité parlementaire. De plus, ce graphique ne tient pas compte des éléments du Budget 2016 qui ont été approuvés après le RPP 2016–2017

2.4 Dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements sur les dépenses législatives et votées de SPAC, consultez les *Comptes publics du Canada 2016*[xiii], qui figurent sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada[xiv].

2.5 Harmonisation des dépenses avec le cadre pangouvernemental

Harmonisation des dépenses réelles de 2015–2016 avec le cadre pangouvernemental[xv] (en dollars)

Résultat stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement	Dépenses réelles de 2015–2016
Programmes et services centraux de grande qualité qui assurent une saine intendance au profit de la population canadienne et qui répondent aux besoins des institutions fédérales en matière de programmes.	1.1 Approvisionnements	Affaires gouvernementales	Des activités gouvernementales bien gérées et efficaces	151 557 532
	1.2 Services de gestion des locaux et des biens immobiliers	Affaires gouvernementales		2 112 305 111
	1.3 Receveur général du Canada	Affaires gouvernementales		109 908 581
	1.4 Programmes et services d'intégrité	Affaires gouvernementales		20 273 364
	1.5 Administration de la paye et des pensions fédérales	Affaires gouvernementales		128 954 893
	1.6 Gestion linguistique et services connexes	Affaires gouvernementales		51 299 267
	1.7 Programmes et services spécialisés	Affaires gouvernementales		24 537 710
	1.8 Ombudsman de l'approvisionnement	Affaires gouvernementales	Gouvernement fédéral transparent, responsable et réceptif	3 830 009

Dépenses totales par secteur de dépenses (en dollars)

Secteur de dépenses	Total des dépenses prévues	Dépenses réelles totales
Affaires économiques	0	0
Affaires sociales	0	0
Affaires internationales	0	0
Affaires gouvernementales	2 638 956 570	2 602 666 467

2.6 États financiers et leurs points saillants

Points saillants des états financiers

Les points saillants présentés dans cette sous-section [2.6] visent à donner un aperçu général des résultats financiers de SPAC. Les états financiers condensés ci-après sont préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, qui établit une relation entre la consommation des ressources et les services fournis, au lieu de faire état de l'utilisation des autorisations, comme le font les sous-sections précédentes [de 2.1 à 2.5]. La remarque 3–Autorisations parlementaires, des **États financés ministériels consolidés** effectue le rapprochement de ces deux méthodes de comptabilité.

État condensé et consolidé des résultats d'exploitation et de la situation financière nette du Ministère

Services publics et Approvisionnement Canada État condensé et consolidé des résultats d'exploitation et de la situation financière nette du Ministère (non vérifié) pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2016 (en millions de dollars)					
Renseignements financiers	Résultats prévus pour 2015–2016	Résultats réels pour 2015–2016	Résultats réels pour 2014–2015	Différence (résultats réels pour 2015–2016 moins résultats prévus pour 2015–2016)	Différence (résultats réels pour 2015–2016 moins résultats réels pour 2014–2015)
Dépenses totales	5 112,2	5 312,1	5 239,1	199,9	73,0
Recettes totales	(2 578,7)	(2 754,7)	(2 578,7)	(176,0)	(176,0)
Coût de fonctionnement net avant les transferts et le financement du gouvernement	**2 533,5**	**2 557,4**	**2 660,3**	**23,9**	**(103,0)**

Dans l'ensemble, le coût de fonctionnement net réel (2 557,4 M$) a diminué de 103 M$ par rapport à l'exercice précédent (2 660,4 M$). Les principaux écarts observés entre les dépenses et les recettes sont expliqués ci-dessous.

Dépenses

Dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues

Les **dépenses pour 2015–2016 ont été de 199,9 M$ plus élevées que prévu** (dépenses prévues : 5 112,2 M$; dépenses réelles : 5 312,1 M$). Cette hausse est principalement attribuable au programme **Gestion des locaux et des biens immobiliers**, et découle de l'augmentation du volume d'activités liées aux travaux de construction et de réparation sur l'infrastructure fédérale nouvelle et existante exécutés pour d'autres ministères dans l'ensemble du Canada.

Dépenses réelles d'un exercice à l'autre

La **hausse des dépenses de 73 M$** (2015–2016 : 5 312,1 M$; 2014–2015 : 5 239,1 M$) est principalement attribuable au programme **Gestion des locaux et des biens immobiliers**, et découle :

- de l'augmentation du volume d'activités liées aux travaux de construction et de réparation sur l'infrastructure fédérale nouvelle et existante exécutés pour d'autres ministères dans l'ensemble du Canada;

Cette augmentation est compensée par :

- une baisse attribuable à une réévaluation du passif transféré de la Société d'expansion du Cap-Breton à SPAC en 2014–2015.

Recettes

Recettes réelles par rapport aux dépenses prévues

Les **recettes pour 2015–2016 ont été de 176,0 M$ plus élevées que prévu** (recettes prévues : 2 578,7 M$; dépenses réelles : 2 754,7 M$). Cette hausse est principalement attribuable au programme **Gestion des locaux et des biens immobiliers**, et découle de l'augmentation du volume d'activités liées aux travaux de construction et de réparation sur l'infrastructure fédérale nouvelle et existante exécutés pour d'autres ministères dans l'ensemble du Canada.

Recettes réelles d'un exercice à l'autre

Cette **hausse des recettes de 176,0 M$** (2015–2016 : 2 754,7 M$; 2014–2015 : 2 578,7 M$) est principalement attribuable au programme **Gestion des locaux et des biens immobiliers**, et découle de l'augmentation du volume d'activités liées aux travaux de construction et de réparation sur l'infrastructure fédérale nouvelle et existante exécutés pour d'autres ministères dans l'ensemble du Canada.

État condensé et consolidé de la situation financière

Services publics et Approvisionnement Canada État condensé et consolidé de la situation financière (non vérifié) En date du 31 mars 2016 (en millions de dollars)			
Renseignements financiers	**2015–2016**	**2014–2015**	**Différence (2015–2016 moins 2014–2015)**
Passif net total	3 880,9	3 922,2	(41,3)
Total net des actifs financiers	(993,7)	(833,9)	(159,8)
Dette nette du Ministère[3]	**2 887,2**	**3 088,3**	**(201,1)**
Total des actifs non financiers	6 463,9	6 343,6	120,3
Situation financière nette du Ministère	**3 576,7**	**3 255,3**	**321,4**

[3] La dette nette du Ministère représente tous les articles pour lesquels SPAC devra obtenir des crédits afin de régler le passif.

La **situation nette du Ministère**, qui correspond à la différence entre la dette nette du Ministère et le total des actifs non financiers, a **augmenté de 321,4 M$** (2015–2016 : 3 576,7 M$; 2014–2015 : 3 255,3 M$). Cette hausse s'explique par ce qui suit :

La **baisse du passif de 41,3 M$**, principalement attribuable à :

- une baisse des **passifs environnementaux** (coûts estimatifs liés à la gestion et à l'assainissement de sites contaminés) découlant d'une réévaluation du passif transféré de la Société d'expansion du Cap-Breton à SPAC en 2014–2015;
- une baisse des **obligations locatives** (paiements futurs à effectuer) relatives aux immobilisations corporelles louées découlant de paiements versés pendant l'exercice.

Cette augmentation est compensée par :

- une hausse des **comptes créditeurs** directement liés à l'augmentation du volume d'activités pour les projets du Programme accéléré d'infrastructures.

Une **hausse du total net des actifs financiers de 159,8 M$**, principalement attribuable à :

- une hausse des **montants à recevoir du Trésor** (somme à laquelle le Ministère est autorisé, sans autres crédits, pour s'acquitter de ses passifs) ainsi que des **comptes créditeurs et des avances** découlant de l'augmentation du volume d'activités pour les projets du Programme accéléré d'infrastructures.

Une **hausse des actifs non financiers de 120,3 M$**. (Les actifs non financiers sont des actifs non monétaires, comme des biens corporels, qui ont été achetés, construits ou loués.) Cette augmentation est principalement attribuable à :

- une augmentation des **immobilisations en cours** (biens corporels en cours de construction) découlant principalement des projets et des initiatives suivants :
  - immeubles—projets de restauration et de réhabilitation de la Cité parlementaire;
  - travaux et infrastructure—projets de la route de l'Alaska et de la cale sèche d'Esquimalt; et
  - informatique, matériel et logiciels—élaboration de systèmes de TI pour les initiatives de transformation de l'administration de la paye et des pensions.
- une augmentation des **immobilisations corporelles louées** (biens corporels visés par un bail de façon continue) l'acquisition de nouveaux immeubles dans le cadre des contrats de location-acquisition, dont le plus important au 2575, boulevard Sainte-Anne, Québec (Québec).

Cette augmentation est compensée par :

- une baisse découlant principalement de l'amortissement des immobilisations corporelles (biens corporels détenus de façon continue).

États financiers

L'ensemble des états financiers consolidés de SPAC se trouve sur le site Web ministériel intitulé Rapports[xvi].

Section III: Analyse des programmes et des services internes

Résultat stratégique

Le résultat stratégique de SPAC consiste à offrir des programmes et des services centraux de grande qualité qui assurent une saine intendance au profit de la population canadienne et qui répondent aux besoins des institutions fédérales en matière de programmes.

3.1 Programmes

La présente section décrit les programmes de SPAC ainsi que les faits saillants de la planification à l'appui du résultat stratégique du Ministère. On y trouve en outre un aperçu des ressources financières et humaines, des résultats prévus, des indicateurs de rendement et des objectifs de chaque programme. De plus amples renseignements se trouvent sur le site Web du Ministère[xvii].

Programme 1.1 : Approvisionnements

Ce programme fournit aux organisations fédérales des solutions d'approvisionnement, comme des contrats spécialisés, des offres à commandes, des arrangements en matière d'approvisionnement et des protocoles d'entente visant l'acquisition d'une vaste gamme de biens et de services, notamment des services de construction. Il fournit des services d'approvisionnement et des services communs connexes selon les principes de l'approvisionnement éclairé (mobilisation en début de processus, gouvernance efficace, conseils indépendants et avantages pour la population canadienne) dans le cadre d'un processus ouvert, équitable et transparent en vue d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour la population canadienne et le gouvernement fédéral.

Analyse du rendement et leçons apprises

La modernisation de l'approvisionnement fait partie des principales priorités de SPAC et constitue une priorité pour le gouvernement du Canada. Au cours de la dernière année, de grands progrès ont été accomplis dans l'amélioration des processus, en les rendant plus simples, plus efficaces et plus stratégiques. Un vaste travail a également été accompli pour améliorer le processus d'approvisionnement, grâce, notamment, au recours accru à l'approche d'approvisionnement éclairé dans une plus grande gamme de projets. De plus, des approches simplifiées ont été adoptées pour cerner et éliminer les éléments du processus d'approvisionnement qui ne constituent pas une valeur ajoutée et qui peuvent aider à réduire les coûts d'approvisionnement.

Au cours de 2015–2016, SPAC a adopté une approche de passation de contrats plus stratégique et coordonnée en ce qui concerne les approvisionnements en service complexes dans le domaine de la défense qui comportent des risques élevés. Cette approche impose une certaine rigueur, favorise l'innovation au moyen de mesures incitatives et renforce les partenariats commerciaux avec l'industrie. Les approvisionnements en service dans le domaine de la défense comprennent toute activité requise pour assurer l'entretien et le soutien de l'équipement militaire, ce qui représente des recettes annuelles de plus de deux milliards de dollars pour l'industrie canadienne. SPAC, le ministère de la Défense nationale et Innovation, Sciences et Développement économique Canada ont travaillé en collaboration pour élaborer une approche personnalisée dans le cadre de l'initiative de maintien en puissance, afin de répondre aux besoins précis de chaque projet de maintien en puissance. À cette fin, les décisions relatives à chaque projet étaient fondées sur quatre principes : le rendement, l'optimisation des ressources, la souplesse et les retombées économiques. Trois projets pilotes sont en cours dans le cadre de cette initiative pour mettre à l'essai de nouvelles approches personnalisées en matière d'approvisionnement et pour établir les leçons apprises et les pratiques exemplaires.

SPAC a lancé le processus d'approvisionnement pour l'acquisition d'une nouvelle Solution d'achats électroniques (SAE) afin de rendre plus simple l'achat de biens et de services dont les clients avaient besoin pour exécuter leurs programmes, et faire en sorte qu'il soit plus facile pour les fournisseurs de faire affaire avec le gouvernement. En plus de soutenir les principales fonctions de passation de contrats dans un environnement électronique moderne, notamment en ce qui concerne les appels d'offres électroniques et les soumissions en ligne, la SAE aidera le gouvernement à améliorer l'analytique des affaires et à assurer une surveillance et une gestion efficaces du rendement et des qualifications des fournisseurs.

Cette année, SPAC a multiplié ses efforts pour améliorer le service et répondre aux attentes des clients. Le Ministère a établi un plan d'action pour régler les problèmes soulevés par les fournisseurs qui ont participé au processus d'approvisionnement fédéral. Parmi les changements apportés, mentionnons la mise en œuvre d'un nouveau processus souple de conformité des soumissions afin de réduire le nombre de soumissions rejetées en raison d'erreurs administratives ou d'omissions mineures et la mise en place d'un modèle de demande de soumissions simplifié et normalisé qui réduira les coûts et le fardeau administratif qui pèse sur les fournisseurs.

Le programme d'innovation Construire au Canada a aidé les entreprises canadiennes à commercialiser leurs nouveaux produits et services, en les faisant passer du laboratoire au marché, et à réduire les barrières qui empêchent les fournisseurs de faire affaire avec le gouvernement fédéral. Par exemple, depuis le sixième appel de propositions du programme, les entreprises peuvent présenter leurs propositions n'importe quand au cours de l'année, dès que leur innovation est prête pour les essais. De plus, les innovateurs canadiens qui ont déjà conclu un contrat avec le Programme d'innovation Construire au Canada peuvent désormais vendre leurs produits ou services à plus d'une organisation fédérale afin de mener des essais plus approfondis. Depuis mars 2016, 251 innovations ont été présélectionnées dans le cadre du

programme et 75 contrats d'une valeur totale de plus de 32 millions de dollars ont été attribués à des entreprises canadiennes au cours de 2015–2016 seulement. À ce jour, 28 organisations fédérales ont participé à la mise à l'essai des innovations.

SPAC a continué à superviser la mise en œuvre continue de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD), en collaboration avec le ministère de la Défense nationale, le ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique, la Garde côtière canadienne et les autres ministères partenaires. Le Secrétariat de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense a travaillé avec les ministères partenaires afin de permettre l'adoption d'un processus décisionnel intégré et efficace pour les achats de la défense et les achats importants de la Garde côtière canadienne, ainsi que pour la mise en œuvre des principales initiatives, tout en respectant les responsabilités et les mandats existants de chaque ministère.

Il n'y a aucun écart important entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.

L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles ainsi que le nombre prévu et le nombre réel d'ETP s'explique surtout par la mutation de ressources vers d'autres directions générales en raison d'une restructuration.

Pour en apprendre davantage sur le Secrétariat de la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense

Les ministères partenaires de la SAMD ont fait avancer plusieurs initiatives, ce qui comprend :

- la mise sur pied du Groupe consultatif de l'industrie de la défense afin de mieux définir l'approche du gouvernement en matière d'approvisionnement dans le secteur de la défense;
- la mise en œuvre de consultations hâtives périodiques auprès de l'industrie;
- la publication du deuxième Guide d'acquisition de la Défense;
- l'application continue des propositions de valeur aux approvisionnements admissibles;
- la mise sur pied de la Commission d'examen indépendante d'acquisition de la Défense, qui fournit une fonction de remise en question par des tiers indépendants des approvisionnements importants;
- l'augmentation des pouvoirs délégués au ministère de la Défense nationale et l'établissement d'un cadre d'analyse pour définir les capacités industrielles clés.

Des groupes de travail interministériels ont également été créés pour mettre en œuvre la stratégie d'exportation et faire avancer la simplification des processus d'approvisionnement en matière de défense.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016*	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
151 339 610	151 339 610	155 042 770	151 557 532	217 922

* Les autorisations totales à ce jour accordées au programme Approvisionnements pour 2015–2016 excluent les montants qui n'étaient pas disponibles conformément aux principes du fonds renouvelable. Toutefois, elles comprennent un montant de 10,0 millions de dollars qui a été réservé par les organismes centraux, principalement pour des initiatives et des projets qui seront réalisés au cours des prochaines années.

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
1 777	1 712,34	(64,66)

Résultats de rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Un processus d'approvisionnement équitable, ouvert et transparent qui permet d'obtenir le meilleur rapport qualité-prix pour la population canadienne et dont le déroulement efficace et efficient répond aux besoins du gouvernement et des Canadiens.	Pourcentage de la valeur d'approvisionnement du gouvernement du Canada gérée au moyen d'instruments d'approvisionnement de SPAC (offres à commandes et arrangements en matière d'approvisionnement).	15 %	9 %[4]
	Pourcentage des contrats attribués à la suite d'un processus concurrentiel.	70 %	86 %
	Coût des services d'approvisionnement généraux et personnalisés par tranche de 100 $ du volume de contrats attribués annuellement par SPAC (fondé sur une moyenne de trois ans).	2,40 $	2,00 $
	Pourcentage des processus concurrentiels utilisant des surveillants de l'équité qui sont soutenus par les rapports finaux de la surveillance de l'équité.	100 %	100 %[5]

[4] Le pourcentage de la valeur d'approvisionnement gérée au moyen d'offres à commandes et d'arrangements en matière d'approvisionnement a diminué en raison du contrat de gestion des biens de grande envergure qui a été attribué à Brookfield. Cet indicateur comprend un contrat de près de 10 milliards de dollars. Si l'on ne tient pas compte de ce contrat inhabituel de grande valeur, l'indicateur serait de 14 %.

[5] Le rapport a été rendu public pour chaque processus de passation de contrats achevé au cours de l'exercice financier (qu'un contrat ait été attribué ou qu'une demande de propositions ait été annulée) et lorsqu'un surveillant de l'équité a été embauché.

Programme 1.2 : Services de gestion des locaux et des biens immobiliers

SPAC fournit aux ministères et aux organismes fédéraux des locaux à bureaux abordables et des installations à utilisation commune qui appuient l'exécution de leurs programmes et la prestation de leurs services. Le Ministère assure l'intendance de divers travaux publics, comme des immeubles, des ponts et des barrages, et de divers trésors nationaux comme la Cité parlementaire et d'autres biens patrimoniaux dans l'ensemble du Canada. SPAC fournit également aux autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'au Parlement du Canada, des services immobiliers souples et économiques.

Analyse du rendement et leçons apprises

En 2015–2016, SPAC a fourni des locaux au coût le plus bas possible pour l'État et la population canadienne et a obtenu un résultat plus élevé que celui ciblé pour la réalisation de projets immobiliers d'une valeur supérieure à un million de dollars pour le respect des délais, du budget et de la portée. Le coût global par mètre carré (m^2) était supérieur à celui prévu, car les augmentations sont fondées sur l'Indice des prix à la consommation. Cela représente généralement une augmentation de l'évaluation moyenne annuelle du marché de cinq à dix dollars par m^2.

La fourniture de solutions de milieux de travail qui répondent aux besoins de nos ministères clients est un service immobilier important. La composante d'accréditation fait partie de l'aménagement du milieu de travail. Cette accréditation est une norme d'excellence visant à démontrer un milieu de travail moderne et durable qui favorise la collaboration, en plus d'offrir aux employés un milieu de travail souple et sain. En 2015–2016, SPAC a réalisé 51 projets d'aménagement du milieu de travail accrédités : 23 projets de niveau bronze, 21 projets de niveau argent et 7 projets de niveau or. Cela représente une superficie totale de 94 479 m^2 de locaux accrédités qui respectent cette norme d'excellence.

Afin de faciliter l'accès aux services immobiliers pour ses clients, SPAC a dirigé l'établissement d'un protocole d'entente national avec les clients en vue de permettre à ces derniers de conclure des contrats directement avec ses partenaires du secteur privé pour répondre à leurs besoins. Quarante-sept ministères clients ont signé un protocole d'entente avant le 31 mars 2016.

En réponse à la lettre de mandat, le Ministère a travaillé avec des partenaires fédéraux à l'établissement de critères visant à évaluer si des biens fédéraux peuvent être convertis en logements abordables. Il a préparé un répertoire de ses immeubles et terrains en vue d'atteindre cet objectif d'infrastructure sociale. Trois biens (situés à Baie-Sainte-Anne et à Tide Head, au Nouveau-Brunswick, et à Ucluelet, en Colombie-Britannique) ont été transférés dans le cadre de l'Initiative visant à mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri[xviii]. Ils fourniront des logements à long terme aux personnes ou aux familles sans-abri ou risquant de le devenir.

SPAC s'est aussi dessaisi de la cale sèche de Kingston, du chantier naval de Selkirk et de deux

quais, conformément à notre stratégie à long terme concernant le dessaisissement des biens excédentaires.

Un cadre de surveillance des contrats de cession-bail a été mis en œuvre afin d'assurer une gestion uniforme à l'échelle nationale et de faciliter la gouvernance conjointe à divers niveaux entre les locateurs du secteur privé et SPAC. La cession-bail consiste à vendre des immeubles appartenant à l'État et à louer ces immeubles aux nouveaux propriétaires, transférant ainsi le risque de capital aux locateurs du secteur privé et réalisant des économies pour le gouvernement du Canada et les contribuables à long terme. Le portefeuille de locaux à bureaux est grandement fondé sur les biens et peut être fourni par le secteur privé.

En 2015—2016, SPAC a poursuivi les travaux de construction de l'édifice Wellington jusqu'à son achèvement substantiel. De plus, il a réalisé des progrès considérables dans les travaux de construction de l'édifice de l'Ouest, de la phase 1 du Centre d'accueil des visiteurs et du Centre de conférences du gouvernement (autrefois la gare Union d'Ottawa). Ces projets sont réalisés dans le respect des délais, de la portée et du budget et seront achevés d'ici 2018, ce qui permettra au Ministère de commencer les travaux sur l'édifice du Centre, comme prévu.

Grâce au financement du Programme accéléré d'infrastructures, SPAC a attribué cinq contrats d'une valeur totale de 53 millions de dollars pour l'amélioration des infrastructures de la route de l'Alaska, en Colombie-Britannique, et a réalisé deux projets visant la reconstruction et le resurfaçage de tronçons de la route. De plus, un des six projets d'infrastructure et de sécurité en électricité en cours à la cale sèche d'Esquimalt a été achevé.

SPAC a également géré l'enlèvement, l'élimination hors site et le recyclage de certaines pièces d'équipement et de certains stocks, en plus de nettoyer les débris, le sol et les matériaux dans la région des lacs expérimentaux près de Kenora, en Ontario. Afin de réduire les répercussions sur cette région écologiquement fragile qui ne comporte aucune route d'accès, des hélicoptères ont été utilisés pour transporter des personnes, de l'équipement et des matériaux à destination et en provenance des sites.

SPAC a tiré parti de son expertise et a fait preuve de leadership en prenant en charge des activités de l'organisation précédente, la Société d'expansion du Cap-Breton, en ce qui concerne l'assainissement de sites contaminés. Il a assuré la saine intendance des obligations environnementales en matière d'environnement et de ressources humaines, d'une valeur d'environ 32 millions de dollars.

Enfin, un service moins connu fourni par SPAC est l'administration du Programme des paiements en remplacement d'impôts, qui effectue des paiements aux municipalités canadiennes pour partager le coût de l'administration locale des biens appartenant à des ministères et à des organismes fédéraux. Le Ministère a résolu des différends liés aux paiements en remplacement d'impôts avec quatre municipalités.

La diminution des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues est principalement attribuable au report de projets d'aménagement, compensée par la réalisation de travaux supplémentaires visant la route de l'Alaska, la cale sèche d'Esquimalt et divers ouvrages techniques.

La différence entre le nombre prévu et le nombre réel d'ETP est principalement attribuable à la modification continue du Cadre financier des Biens immobiliers (activités fixes par rapport aux activités variables).

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016*	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
2 175 548 102	2 175 548 102	2 441 749 987	2 112 305 111	(63 242 991)

* Les autorisations totales à ce jour accordées au programme Gestion des locaux et services immobiliers pour 2015–2016 ne comprennent pas les montants qui n'étaient pas disponibles conformément aux principes du fonds renouvelable. Toutefois, elles comprennent un montant de 18,3 millions de dollars qui a été réservé par les organismes centraux, principalement pour des projets et des initiatives qui seront réalisés au cours des prochaines années.

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
3 669,68	3 410,4	(259,28)

Résultats de rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les organisations fédérales disposent de locaux et d'installations abordables qui respectent les normes du gouvernement.	Utilisation plus efficiente des locaux à bureaux, mesurée en m^2 par personne.	18,4 m^2/ personne	17,4 m^2/ personne
	Abordabilité des locaux à bureaux, mesurée en coût par m^2.	330 \$/m^2	341,07 \$/m^2
Les organisations fédérales et le Parlement du Canada ont accès à des services immobiliers souples et économiques.	Pourcentage des projets immobiliers dont la valeur est supérieure à un million de dollars qui respectent les délais, la portée et le budget établis (moyenne des indicateurs de rendement relatifs au respect des délais, du budget et de la portée).	90 %	96 %
Un portefeuille immobilier qui optimise les avantages économiques et diminue la responsabilité à court et à long terme.	Pourcentage des locaux à bureaux appartenant à l'État qui sont commercialisables et inoccupés.	≤ 3,5 %	2,93 %
	Pourcentage des coûts d'entretien et de réfection par rapport aux coûts de remplacement du portefeuille (indice de l'état des installations).	< 10 %	9,23 %

Programme 1.3 : Receveur général du Canada

Ce programme gère les opérations du Trésor fédéral, produit les Comptes publics et tient à jour les comptes du Canada. Il fournit aux ministères fédéraux, de manière facultative, un système de gestion des finances et du matériel et un service de paiement de factures.

Analyse du rendement et leçons apprises

En 2015–2016, SPAC a émis tous les paiements du gouvernement et a présenté les rapports sur la comptabilité centrale en temps opportun et de manière efficiente. La fonction de receveur général évolue afin de demeurer pertinente et souple, et de s'adapter aux changements dans les attentes de la population canadienne en matière de services bancaires électroniques, de dépôt direct et de disponibilité en temps réel des données financières du gouvernement du Canada.

Le Ministère a assumé des fonctions essentielles à la mission. Par exemple, il lui incombe de gérer les opérations du Trésor fédéral par l'émission et le règlement de plus de 339 millions de paiements fédéraux et provinciaux. En 2015–2016, 291 millions de ces paiements ont été versés à la population canadienne et à des entreprises par dépôt direct, et 48 millions, par chèque. Le Ministère a également perçu les recettes de tous les ministères fédéraux, ce qui a porté le flux de trésorerie à environ 2,2 billions de dollars.

En 2015–2016, SPAC a poursuivi la transformation des services conformément à sa stratégie de service à la clientèle. L'examen des systèmes de prestation de services de soutien du receveur général a été lancé, et les efforts déployés afin d'assurer des fonctions de trésorerie du receveur général modernes et de premier ordre se poursuivront.

Le Ministère a aussi tenu à jour les comptes du Canada et produit les *Comptes publics du Canada*. En outre, il a tenu à jour les états mensuels des opérations financières du gouvernement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il a maintenu l'intégrité du Trésor, a assuré une saine gestion financière et a établi des rapports financiers transparents pour les contribuables canadiens

Le Ministère a respecté les procédures, les politiques, les pratiques et les règlements solides en matière d'établissement de rapports pour ce qui est des états financiers du gouvernement publiés dans les Comptes publics. Ceux-ci ont été déposés en décembre 2015 en raison des élections fédérales et ont fait l'objet d'une opinion non modifiée du Bureau du vérificateur général du Canada pour la 17e année consécutive.

Le receveur général du Canada a participé à la mise en œuvre du Plan d'action pour un gouvernement ouvert 2.0. Au cours du présent exercice, huit nouveaux ensembles de données sur les Comptes publics, les paiements et les recettes ont été publiés, pour un total de 23, ce qui a contribué à faire avancer le programme pour un gouvernement ouvert du gouvernement du Canada.

L'augmentation des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues est principalement attribuable à la hausse importante des frais d'acceptation des cartes ainsi que des frais d'affranchissement se rapportant principalement à l'émission de paiements pour le programme amélioré de prestation universelle pour la garde d'enfants.

La différence entre le nombre prévu et le nombre réel d'ETP est principalement attribuable aux changements dans les besoins en dotation.

En 2015–2016, le pourcentage des paiements versés par dépôt direct était de 85,9 %. Bien qu'il s'agisse d'une augmentation par rapport à l'exercice précédent, le taux cible de 90 % n'a pas été atteint. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que l'inscription au dépôt direct est demeurée facultative. Le receveur général et les autres ministères et organismes ont encouragé les bénéficiaires à s'inscrire au dépôt direct et ont augmenté la sensibilisation de la population canadienne à l'égard des avantages du dépôt direct, mais ceux qui souhaitaient recevoir leurs paiements du gouvernement par chèque avaient le droit de choisir cette option.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016*	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
99 157 873	99 157 873	110 793 370	109 908 581	10 750 708

* Les autorisations totales à ce jour accordées au programme Receveur général du Canada pour 2015–2016 comprennent un montant de 0,6 million de dollars qui a été réservé par les organismes centraux, principalement pour des projets et des initiatives qui seront réalisés au cours des prochaines années

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
356	319	(37)

Résultats de rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Émission en temps opportun et de manière efficiente de tous les paiements provenant du gouvernement, présentation de rapports détaillés sur les dépôts effectués et de rapports sur la comptabilité centrale.	*Pourcentage des paiements versés* par dépôt direct.	90 %	85,9 %
	Publication sur le Web des Comptes publics du Canada dans les 24 heures suivant leur dépôt à la Chambre des communes.	100 %	100 %
	Coût unitaire moyen par paiement.	0,33 $	0,27 $
	Pourcentage des paiements émis par le receveur général dans les délais prescrits.	99,99 %	99,99 %

Programme 1.4 : Programmes et services d'intégrité

Ce programme assure la prestation en temps opportun de programmes et de services spécialisés de grande qualité et accessibles au gouvernement du Canada pour favoriser une gestion et des opérations saines, prudentes et éthiques.

Analyse du rendement et leçons apprises

Le 3 juillet 2015, SPAC a mis en œuvre un nouveau Régime d'intégrité à l'échelle du gouvernement qui vise à veiller à ce que le gouvernement fasse affaire avec des fournisseurs dont le comportement est conforme à l'éthique au Canada et à l'étranger. Ce régime a été conçu en vue de s'assurer que les pratiques d'approvisionnement reflètent les attentes du public et de garantir le respect de normes d'éthique les plus rigoureuses ainsi que la gestion des fonds publics avec attention et prudence. Un portail Web sécurisé où les directions générales de SPAC et d'autres ministères et organismes peuvent soumettre leurs demandes de vérification de fournisseurs et obtenir des résultats de requête de la base de données sur l'intégrité a été créé.

En 2015–2016, SPAC a traité 22 595 demandes de vérification de l'intégrité et 94 150 vérifications dans la base de données sur l'intégrité. Pour répondre à la demande accrue pour des vérifications, surtout au cours du dernier trimestre de l'exercice, il a amélioré son efficience et a effectué des vérifications en temps opportun (traitement de 96 % des vérifications dans un délai de quatre heures). En outre, SPAC a entrepris de nombreuses activités de sensibilisation pour consulter les fournisseurs, les associations industrielles, les organisations de la société civile et d'autres intervenants clés au sujet du Régime d'intégrité.

Le Ministère a accru la rapidité du processus de traitement des enquêtes de sécurité en effectuant un examen fondé sur le rendement et en ciblant des projets pour simplifier les processus et stabiliser les systèmes de technologie de l'information existants. Par conséquent, 71 % des vérifications de fiabilité simples ont été traitées dans un délai de sept jours ouvrables.

SPAC a mis en place un nouveau centre de contact virtuel pour les services de sécurité des contrats, ce qui a fait diminuer le temps d'attente moyen des appelants de 12 minutes à 5 minutes, et ce, malgré une augmentation de 33 % du volume d'appels par rapport au dernier exercice. De plus, de la formation a été donnée à plus de 1 000 agents de sécurité d'entreprise dans l'ensemble du Canada, et 15 webinaires sur des sujets précis ont été offerts à plus de 400 participants. En outre, une nouvelle stratégie d'acquisition d'une nouvelle solution de technologie de l'information a été établie pour répondre aux besoins du service.

Le Ministère a poursuivi la mise en œuvre de la Stratégie de renforcement de la sécurité (SRS) pour le Programme des marchandises contrôlées, pour lequel le financement a été fourni dans le budget de 2016. Une trousse sur les changements réglementaires à l'appui de la SRS a été élaborée, et des consultations ont été entreprises par l'intermédiaire de la publication de la Partie 1 de la *Gazette du Canada*.

SPAC a collaboré avec des organismes d'application de la loi relativement à la réalisation d'enquêtes et à la poursuite de personnes pour des infractions en vertu de la *Loi sur la production de défense* et du *Règlement sur les marchandises contrôlées*. Il a aussi consulté davantage les associations industrielles et les partenaires en matière de sécurité pour gérer l'augmentation du risque d'accès non autorisé à des marchandises contrôlées en format électronique. De plus, des séances de formation spécialisée sur les risques liés à la cybersécurité, les évaluations de la menace et des risques, et les techniques d'entrevue pour les inspecteurs ont eu lieu.

SPAC a appuyé, par l'intermédiaire du Groupe de gestion juricomptable (GGJ), des organismes nationaux, provinciaux et municipaux d'application de la loi et d'autres ministères et organismes en fournissant des services professionnels de juricomptabilité, y compris des témoignages d'experts, pour des enquêtes criminelles et en aidant les clients à régler une multitude de questions juridiques. De plus, le ministère a mis en commun les travaux et l'expertise de chaque région et a promu l'expertise du GGJ dans l'ensemble du gouvernement en communiquant avec de nombreux ministères et en leur présentant des exposés, en réalisant un projet pilote avec le Bureau de la concurrence et en augmentant sa participation aux enquêtes et aux examens des acquisitions.

L'augmentation des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues est principalement attribuable au financement supplémentaire reçu pour le soutien et l'amélioration du Programme des marchandises contrôlées.

La différence entre le nombre prévu et le nombre réel d'ETP est principalement attribuable aux mesures de dotation qui n'étaient pas achevées à la fin de 2015–2016, ce qui a contrebalancé une augmentation temporaire de l'effectif occasionnel (employés occasionnels, étudiants) pour combler les retards liés à la sécurité des contrats et du personnel dans le cadre du Programme de sécurité des contrats.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
15 505 622	15 505 622	21 448 262	20 273 364	4 767 742

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
368	354	(14)

Résultats de rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Des programmes et des services d'intégrité de haute qualité qui garantissent que les opérations du gouvernement sont menées avec prudence, probité et intégrité.	Pourcentage des vérifications qui ont été effectuées dans un délai de deux heures.*	80 %	93 %

* Cet indicateur a été modifié pour quatre heures en juillet 2015, parallèlement au lancement du Régime d'intégrité à l'échelle du gouvernement.

Programme 1.5 : Administration de la paye et des pensions fédérales

Ce programme fournit aux autres organisations fédérales des systèmes et des processus centraux fiables pour l'administration de la paye et des pensions. Les services d'administration de la paye et des pensions de SPAC lui permettent de veiller à ce que les employés et les pensionnés du gouvernement fédéral reçoivent en temps opportun les montants qui leur sont dus.

Analyse du rendement et leçons apprises

En 2015–2016, SPAC a maintenu l'intégrité de l'administration des pensions du régime établi en application de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP) et du régime établi en application de *la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* (LPRGRC) récemment transféré. En outre, dans le cadre du projet de transformation de l'administration des pensions, le transfert de l'administration des pensions du régime établi en application de la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* (LPRFC) permettra d'améliorer le service à la clientèle et de favoriser l'harmonisation avec des normes et des processus communs du gouvernement du Canada. Au cours de l'exercice, le Ministère a respecté ses normes de service dans la prestation des services de pension et l'émission de paiements.

SPAC a transféré l'administration du régime de pensions des Forces canadiennes vers la nouvelle infrastructure de pension mise en œuvre dans le cadre de l'Initiative de transformation de l'administration des pensions pour le régime de pensions de retraite de la fonction publique. L'équipe de projet a mis à l'essai la première version, qui consistera à transférer l'administration des comptes de cotisants au Centre des pensions du gouvernement du Canada au moyen de la nouvelle solution de pension. Elle a également réalisé les activités requises pour établir un nouveau centre des pensions exploité dans la région de la capitale nationale, y compris la mutation du personnel responsable des pensions du MDN au nouveau centre en juillet 2016. De plus, elle a réalisé des activités de conception et a poursuivi l'établissement de la deuxième et dernière version qui sera mise en œuvre d'ici la fin de 2016 et qui consistera à transférer l'administration des comptes de pensionnés (participants retraités) dans la nouvelle solution de pension.

SPAC a poursuivi la mise en œuvre de l'Initiative de transformation de l'administration de la paye, dont l'objectif est de remplacer le système de paye désuet, de simplifier les processus opérationnels, de regrouper les services de paye et d'augmenter les gains d'efficience. À la suite de la mise en œuvre de Phénix, une nouvelle interface pour les flux de données entre les systèmes de paye et de pensions fédéraux a été mise en place.

En décembre 2015, les 550 employés (460 conseillers en rémunération) du Centre des services de paye de la fonction publique à Miramichi, au Nouveau-Brunswick, fournissaient des services de paye à 96 000 employés provenant de 46 organisations. Grâce à l'intégration entre Phénix et le système de gestion des ressources humaines du gouvernement du Canada, les conseillers en rémunération du Centre des services de paye pourront bientôt traiter une charge de travail plus

élevé, et au cours de la prochaine année, ils pourront gérer le double du nombre de comptes qu'ils géraient auparavant. Par conséquent, lorsque Phénix sera entièrement mis en œuvre, le Centre des services de paye fournira des services à 191 000 employés provenant des 46 organisations.

Les déploiements du nouveau système de paye, qui étaient prévus en octobre et en décembre 2015, ont été reportés à février et à avril 2016.

Cette transformation importante comporte son lot de problèmes. Le Ministère travaille avec les autres ministères, les syndicats et les intervenants pour régler les problèmes à mesure qu'ils se présentent.[6]

En partenariat avec le MDN, des activités de définition de projet ont été lancées en vue de déterminer si Phénix serait utilisé pour fournir des services de paye aux soldats de la Force régulière et de la Force de réserve.

L'augmentation des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues est principalement attribuable à la mise en œuvre de l'Initiative de transformation de l'administration de la paye.

La différence entre le nombre prévu et le nombre réel d'ETP est principalement attribuable à l'achèvement du Projet de modernisation des services et des systèmes de paye en avril 2016.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
114 163 435	114 163 435	137 618 499	128 954 893	14 791 458

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
1 861	1 773	(88)

[6] Des mesures exhaustives sont mises en œuvre pour régler les problèmes liés à la paye. Elles comprennent notamment le règlement des problèmes de traitement de la paye dans le respect des normes de service au Centre des services de paye à Miramichi, l'amélioration des fonctions de Phénix, la tenue de séances de formation et de sensibilisation supplémentaires, et le soutien des utilisateurs pendant la transition jusqu'à l'état stable (c'est-à-dire lorsque les demandes liées à la paye seront traitées de manière efficiente et uniforme en faisant très peu d'erreurs et que le Ministère respectera ses normes de service). Le Ministère continue de travailler en étroite collaboration avec les autres ministères, les syndicats et les intervenants pour régler les problèmes liés à la paye le plus tôt possible.

Résultats de rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les employés et les pensionnés sont payés en temps opportun et avec exactitude grâce à des systèmes et à des processus centraux efficients et fiables.	Traitement exact et en temps opportun de la paye du gouvernement selon le calendrier.	100 %	26 des 26 payes ont été administrées*
	Traitement exact et en temps opportun des paiements de pension selon le calendrier.	100 %	100 %
	Coût pour SPAC, par compte, de l'administration des systèmes de paye et des processus connexes pour tous les employés du gouvernement du Canada.	115 $	108,44 $
	Coût, par compte, de l'administration des pensions dans l'ensemble du gouvernement du Canada.	174 $	165,50 $
Les mouvements sont traités dans le système de paye et les paiements sont versés dans les délais prescrits.	Pourcentage des mouvements de paye de la fonction publique traités par le Centre des services de paye dans les délais établis.	95 %	92,25 %**

* Cet indicateur permet d'évaluer la mesure dans laquelle la paye du gouvernement du Canada est traitée en temps opportun tous les deux mercredis.

** Il s'agit des résultats d'avril 2015 à mars 2016 pour les demandes de renseignements généraux, mais d'avril 2015 à février 2016 pour les nouvelles embauches, les changements dans la paye et les cessations d'emploi, en raison d'un double système (SRP et Phénix) en mars 2016.

Programme 1.6 : Gestion linguistique et services connexes

Ce programme définit le Bureau de la traduction de SPAC comme étant un intervenant clé dans l'infrastructure de prestation de services du gouvernement fédéral. Le Bureau de la traduction, seul fournisseur interne de services linguistiques au gouvernement, offre des services de traduction, de révision, d'interprétation et d'autres services linguistiques au Parlement, aux tribunaux et aux autres ministères et organismes fédéraux. Il est aussi l'autorité du gouvernement fédéral en matière de terminologie et a reçu le mandat d'élaborer des normes terminologiques pour garantir des communications claires, uniformes et de qualité au sein du gouvernement. Le programme Gestion linguistique et services connexes découle de la *Loi sur le Bureau de la traduction*.

Analyse du rendement et leçons apprises

Après quelques années marquées par une réduction générale de la demande pour des services de traduction, pendant lesquelles SPAC s'est efforcé de moderniser ses processus, le volume d'activités semble s'être stabilisé en 2015–2016. Le volume des traductions livrées aux ministères s'est accru de 6,8 % comparativement au dernier exercice. Le volume d'activités fluctue, et l'apparition des médias sociaux et de nouvelles technologies peut avoir une incidence sur la demande future.

En 2015–2016, SPAC a fourni des services de traduction et d'interprétation exemplaires et de grande qualité au Parlement ainsi qu'aux ministères et aux organismes fédéraux, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Il a traduit près de 332 millions de mots pour les autres ministères et organismes, et a réussi à fournir les produits livrables requis pour faciliter la réalisation de projets comme la production des rapports de la Commission de vérité et de réconciliation, la transition vers le nouveau gouvernement, l'accueil des réfugiés syriens et le nouveau pont pour le Saint-Laurent. Il a aussi traduit presque 28 millions de mots pour le Parlement, et a offert des services de traduction aux 30 membres du Parlement qui se sont ajoutés à la suite de la révision de la *Loi électorale du Canada*.

SPAC a fourni plus 2 550 jours-interprète au Parlement et a procédé à environ 4 000 affectations liées à des services d'interprétation de conférences lors d'événements comme les sommets du G7 et du G20. Il a également procédé à plus de 2 500 affectations liées à des services d'interprétation visuelle afin d'aider des fonctionnaires ayant une déficience auditive. En outre, SPAC a examiné des façons d'offrir des services d'interprétation à distance afin de réduire les coûts et d'encourager le bilinguisme.

SPAC a déployé un outil de compréhension linguistique dans six ministères, pour 25 000 fonctionnaires, promouvant ainsi l'utilisation des deux langues officielles dans la fonction publique fédérale. De plus, afin d'améliorer l'expérience des clients et de permettre aux ministères et aux organismes fédéraux de se concentrer sur leur mandat de base, le Ministère a mis à l'essai un nouveau service entièrement géré dans le cadre duquel le Bureau de la traduction de SPAC

assume la responsabilité de la gestion de tous les services linguistiques d'Environnement et Changement climatique Canada, y compris ses contrats de traduction externes. Ce service a généré des recettes supplémentaires de 2,95 millions de dollars et met à l'essai un modèle de prestation de services qui pourrait être utilisé avec d'autres clients. SPAC a également mis en œuvre une nouvelle interface client en ligne qui simplifie le processus de commande en vue d'améliorer la satisfaction des clients.

En outre, afin de fidéliser ses clients, il a réduit les prix de ses services linguistiques pour les harmoniser davantage avec ceux du secteur privé. Il a ainsi pu offrir à ses clients des réductions totalisant six millions de dollars. Il a aussi renforcé ses partenariats avec le secteur privé en sous-traitant une plus grande partie de son volume de traduction et a organisé des réunions régulières avec le Comité consultatif des représentants de l'industrie.

SPAC a conçu le prototype d'une nouvelle interface pour le Portail linguistique du Canada, qui comprendra une section sur les langues autochtones améliorée, et a lancé une nouvelle interface Web plus conviviale pour TERMIUM Plus®, la banque de données terminologiques et linguistiques du gouvernement du Canada. Pour favoriser une utilisation uniforme de la terminologie à l'échelle du gouvernement du Canada, le Bureau de la traduction de SPAC a également effectué plus de 54 000 modifications afin de mettre à jour TERMIUM Plus® et d'y ajouter du contenu, et a produit des lexiques portant sur des sujets comme la santé mentale au travail.

SPAC a tenu ses promesses tout en mettant en œuvre des initiatives visant à favoriser la participation des employés. Ainsi, le Bureau de la traduction a mis en place une stratégie de participation pour toute l'organisation dans le cadre de laquelle les cadres supérieurs ont rencontré la quasi-totalité des employés, puis il a organisé son tout premier Sommet de l'innovation, auquel plus de 200 employés ont participé. Il demeure un chef de file pour ce qui est de la création d'un milieu de travail virtuel puisqu'environ 30 % de ses employés travaillent à distance.

La diminution des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues est principalement attribuable à la fluctuation de la demande des organisations fédérales pour des services de traduction et d'interprétation. Elle s'explique aussi par la réduction du volume d'activités du Parlement pendant la période électorale.

La différence entre le nombre prévu et le nombre réel d'ETP est principalement attribuable à l'attrition prévue qui ne s'est pas concrétisée en 2015–2016.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016*	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
60 913 368	60 913 368	60 754 093	51 299 267	(9 614 101)

* Les autorisations totales à ce jour accordées au programme Gestion linguistique et services connexes pour 2015–2016 ne comprennent pas les montants qui n'étaient pas disponibles conformément aux principes du fonds renouvelable

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
1 165	1 197	32

Résultats de rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Le gouvernement du Canada est en mesure d'exercer ses activités dans les deux langues officielles et de communiquer avec les Canadiens et les Canadiennes dans la langue officielle de leur choix.	Pourcentage des documents traduits et révisés pour le Parlement dans les délais prescrits.	95 %	96,7 %
	Pourcentage des clients satisfaits des services fournis par le Bureau de la traduction.	85 %	87,4 %
	Coût au mot des services linguistiques.*	0,40 $	0,39 $

* Cela représente les coûts engagés par les organisations fédérales pour acquérir des services linguistiques de SPAC.

Programme 1.7 : Programmes et services spécialisés

Ce programme assure la prestation en temps opportun de programmes et de services spécialisés de grande qualité et accessibles aux organisations fédérales.

Analyse du rendement et leçons apprises

En 2015–2016, SPAC a fourni des conseils aux ministères partenaires et les a consultés afin de les aider à réduire l'empreinte écologique globale des opérations du gouvernement fédéral. Dans le cadre de consultations, une meilleure compréhension des défis auxquels les ministères doivent faire face a été acquise, ce qui a donné lieu à l'établissement d'une approche plus souple axée sur les résultats.

Le Ministère a signé trois ententes de services ministérielles (ESM) en 2015–2016 pour démontrer son engagement à l'égard de l'amélioration du service à la clientèle dans le cadre de la Stratégie de service à la clientèle et de l'accentuation de ses efforts de consultation des ministères et des organismes clients. De plus, deux sommets sur les services ont été organisés pour favoriser l'amélioration de la consultation et de la collaboration avec les ministères et les organismes clients.

SPAC a aidé les ministères et les organismes clients à moderniser leurs processus de collecte de données en mettant en œuvre avec succès la révision électronique de textes qui seront publiés dans la *Gazette du Canada* et en mettant en place des outils visant à permettre aux ministères clients de gérer les activités de communication et de faire le suivi du rendement plus efficacement.

Grâce à la prestation de services d'imagerie documentaire, le Ministère aidé les ministères et les organismes clients à moderniser leurs processus de collecte de données.

Les statistiques initiales sur l'utilisation des Services de voyages partagés démontrent que l'adoption est lente en raison du faible niveau de satisfaction des clients, des contraintes de convivialité et des limites des produits.

En 2015-2016, une étude sur la convivialité pour les clients a été menée. Les résultats de l'étude et les observations annuelles sur la satisfaction des clients ont été utilisés pour déterminer les améliorations à apporter aux produits. Cela a entraîné une augmentation de 13 % de la satisfaction des utilisateurs au cours du présent exercice.

SPAC continue de chercher des moyens de faire croître la satisfaction des utilisateurs et d'élargir le modèle opérationnel en vue de réaliser des économies d'échelle plus importantes pour les voyages pour affaires gouvernementales.

En outre, SPAC a mis en œuvre une nouvelle fonction pour la version normalisée de PeopleSoft 9.1 (Mes RHGC) [deux versions importantes en avril et en octobre 2015] qui

a été élaborée en même temps que l'intégration d'un certain nombre d'organisations du gouvernement du Canada. Environ 39 000 employés fédéraux utilisaient le système en date du 31 mars 2016. Les ministères et les organismes ont continué d'être consultés systématiquement au sujet de leur état de préparation à l'adoption de Mes RHGC. Les services de soutien et de mise à jour des produits fournis aux ministères qui utilisent déjà Mes RHGC ont été renforcés afin de veiller à ce que le système soit fiable et réponde aux besoins des utilisateurs.

La diminution des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues est principalement attribuable à la réduction du nombre de campagnes publicitaires dans le cadre de l'Initiative pangouvernementale d'achat en ligne.

La différence entre le nombre prévu et le nombre réel d'ETP est principalement attribuable à un large éventail de facteurs associés à des activités ministérielles, dont les changements dans les besoins du gouvernement, la rationalisation des secteurs de programme et les changements dans le volume d'activités des ministères clients.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016*	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
29 617 191	29 617 191	31 228 075	24 537 710	(5 079 481)

* Les autorisations totales à ce jour accordées au programme Programmes et services spécialisés pour 2015–2016 ne comprennent pas les montants qui n'étaient pas disponibles conformément aux principes du fonds renouvelable.

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
455	479,65	24,65

Résultats de rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Les organisations fédérales ont accès à des services de qualité qui permettent d'améliorer la gestion, la prestation et la protection d'opérations ou de biens gouvernementaux particuliers, tout en réduisant au minimum leurs répercussions sur l'environnement.	Pourcentage des clients satisfaits de la qualité des services.	85 %	82,5 %
	Pourcentage des sous-programmes et des services qui atteignent les résultats attendus, y compris en ce qui concerne les niveaux de service ou les normes publiées.	100 %	71,4 %

Programme 1.8 : Ombudsman de l'approvisionnement

Ce programme, exercé sans lien de dépendance avec le gouvernement, examine les pratiques d'approvisionnement dans l'ensemble des ministères et des organismes fédéraux, mène des enquêtes sur les plaintes des fournisseurs concernant l'attribution et l'administration des contrats de biens et de services, et assure la prestation de services de règlement extrajudiciaire des différends dans le cadre des contrats en vigueur. Il permet de promouvoir l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement fédéral.

Analyse du rendement et leçons apprises

Le rapport annuel de l'ombudsman de l'approvisionnement de 2015–2016 a fourni aux parlementaires et à la population canadienne des renseignements sur le mandat et les services du Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA) ainsi que sur les résultats des activités qu'il a menées en 2015–2016.

Le BOA a fourni une solution indépendante et neutre pour régler les plaintes des fournisseurs concernant l'attribution et l'administration des contrats fédéraux. En 2015–2016, il a reçu 52 plaintes écrites, ce qui représente une augmentation de 35 % par rapport au dernier exercice.

En 2015–2016, le BOA a effectué sept examens de plaintes de fournisseurs, soit le nombre le plus élevé d'examens au cours d'un même exercice. Les sept examens et les rapports connexes comprenaient un examen lancé au cours de l'exercice précédent, ainsi que le premier rapport relatif à l'examen d'une plainte d'un fournisseur concernant l'administration d'un contrat fédéral. Deux autres examens lancés en 2015–2016 se sont poursuivis en 2016–2017.

Le BOA a également offert des services de règlement des différends aux fournisseurs et aux ministères, et a assuré une option opportune, neutre et économique par rapport à un litige pouvant être long et coûteux. En 2015–2016, il a reçu le nombre le plus élevé de demandes pour des services de règlement des différends au cours d'un même exercice, et a été en mesure d'aider à régler les différends dans tous les cas où les ministères ont accepté de collaborer.

Le BOA a examiné les pratiques d'approvisionnement des ministères afin d'en évaluer l'équité, l'ouverture et la transparence, et a formulé des recommandations en vue d'améliorer ces pratiques.

En 2015–2016, le BOA a lancé deux examens des pratiques d'approvisionnement. Le premier concerne les processus d'évaluation des soumissions, et le deuxième, la passation de contrats non concurrentiels. Ces deux examens visent à déterminer si les ministères ont mené leurs activités conformément aux articles applicables de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et des règlements connexes, à la Politique sur les marchés du Conseil du Trésor ainsi qu'aux principes d'équité, d'ouverture et de transparence.

De plus, le BOA a évalué la réponse aux recommandations contenues dans les examens des pratiques d'approvisionnement effectués en 2012–2013 qui concernaient l'École de la fonction publique du Canada (EFPC). Il a été encouragé par le fait que cette dernière a pris des mesures à l'égard de toutes les recommandations et des plans d'action connexes contenues dans ses examens effectués en 2012–2013. Le rapport du BOA met en évidence les mesures prises et prévues par l'EFPC pour améliorer l'équité, l'ouverture et la transparence de ses pratiques d'approvisionnement examinées.

L'ombudsman de l'approvisionnement a pris sa retraite en décembre 2015 et a publié un rapport de fin de mandat, qui faisait état de ses observations dans le domaine de l'approvisionnement fédéral à la fin de son mandat de cinq ans.

Tous les examens ont été réalisés et consignés dans un rapport dans les délais prescrits; les rapports et les sommaires sont accessibles sur le site Web du BOA et dans le rapport annuel de 2015–2016.

La diminution des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues est principalement attribuable aux retards dans la dotation ainsi qu'à la diminution des activités de sensibilisation et de publicité en raison de la période électorale.

La différence entre le nombre prévu et le nombre réel d'ETP est principalement attribuable au départ d'employés et aux retards dans la dotation.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
4 111 325	4 111 325	4 101 959	3 830 009	(281 316)

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
26	25,14	(0,86)

Résultats de rendement

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Résultats réels
Accroissement de la sensibilisation aux principes d'équité, d'ouverture et de transparence dans les pratiques d'approvisionnement du gouvernement fédéral.	Pourcentage des plaintes écrites, des demandes de règlement extrajudiciaire des différends et des examens des pratiques d'approvisionnement traités dans les délais prescrits dans le Règlement concernant l'ombudsman de l'approvisionnement.	100 %	100 %
	Pourcentage des demandes de renseignements et des plaintes traitées par la fourniture de renseignements, la facilitation et l'acheminement des dossiers aux autorités compétentes.	100 %	100 %

3.2 Services internes (SI)

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont administrés pour répondre aux besoins des programmes et aider une organisation à respecter ses autres obligations générales. Ils comprennent seulement les activités et les ressources qui visent l'ensemble d'une organisation et non pas celles qui visent un programme précis. Les groupes d'activités sont les suivants : services de gestion et de surveillance; services des communications; services juridiques; services de gestion des ressources humaines; services de gestion financière; services de gestion de l'information; services de technologie de l'information; services immobiliers; services du matériel; services d'approvisionnement.

Analyse du rendement et leçons apprises

SI 1. Services de gestion et de surveillance

En 2015–2016, SPAC a appuyé la ministre et le sous-ministre dans l'élaboration et la gérance des mémoires au Cabinet et des présentations au Conseil du Trésor ainsi que dans la gestion des affaires parlementaires afin de veiller à ce que les exigences des organismes centraux soient respectées et fassent l'objet d'une évaluation appropriée. Le Ministère a aussi assuré la transition réussie vers une nouvelle ministre et un nouveau personnel par la transmission de produits de transition significatifs.

SPAC a mis sur pied une unité chargée des résultats et de l'exécution pour diriger le Ministère pendant la mise en œuvre de la nouvelle priorité accordée à l'obtention de résultats à l'échelle du gouvernement. L'unité a travaillé avec les secteurs d'activité de SPAC à la conception d'outils visant à surveiller efficacement les progrès réalisés quant aux engagements et aux priorités relatifs au mandat et à établir des rapports à cet égard. L'unité a travaillé en étroite collaboration avec le Bureau du Conseil privé, le SCT et la communauté interministérielle pour assurer l'harmonisation des approches, échanger des pratiques exemplaires et appuyer la mobilisation horizontale sur les priorités et les engagements conjoints.

SPAC a travaillé avec quatre nouvelles organisations pour les intégrer en douceur au portefeuille de la ministre, et a organisé la réunion annuelle des administrateurs généraux fédéraux, provinciaux et territoriaux des Travaux publics ainsi que les visites de délégations internationales.

En outre, il a établi un secrétariat spécial en son sein pour faciliter la réalisation d'un examen indépendant de Postes Canada visant à veiller à ce que la population canadienne reçoive des services postaux de qualité à un prix raisonnable. Les Canadiens et les Canadiennes de partout au pays pourront s'exprimer sur les services qu'ils apprécient et dont ils ont besoin.

Le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales de SPAC a travaillé en étroite collaboration avec des partenaires fédéraux clés pour préparer les éléments de l'écologisation

du gouvernement du cycle 2016–2019 de la Stratégie fédérale de développement durable et pour renouveler les efforts pangouvernementaux visant à réduire l'incidence des activités fédérales sur le changement climatique.

SPAC a assuré la protection du personnel, des renseignements et des biens ministériels par l'intermédiaire de ses fonctions de sécurité ministérielle et de préparation aux situations d'urgence. En 2015–2016, il a tiré parti de sa vaste expertise en gestion des urgences pour soutenir l'opération visant les réfugiés syriens, dans le cadre de laquelle il a mis à la disposition du Centre des opérations du gouvernement des agents de liaison.

En 2015–2016, le Bureau de divulgation interne a été fusionné avec la Division des enquêtes spéciales afin d'accroître l'efficience en mettant en commun les ressources et l'expertise. Au moyen de ces deux services, SPAC a assumé la responsabilité de l'administration de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles*. Des programmes de sensibilisation ont été mis en place pour encourager les fonctionnaires à dénoncer les actes répréhensibles en milieu de travail sans crainte de représailles. SPAC était aussi bien représenté dans le Groupe de travail pangouvernemental sur la divulgation interne, au sein duquel des pratiques exemplaires sont échangées. Le Ministère a mené des enquêtes administratives et a examiné les pratiques d'approvisionnement en réponse à des allégations d'actes répréhensibles.

Le Ministère a contribué à l'intégrité et à l'efficacité des activités ministérielles en effectuant 11 vérifications internes indépendantes et crédibles, qui ont permis de fournir une assurance raisonnable quant à l'efficacité et à la pertinence de la gestion des risques, des mécanismes de contrôle et des processus de gouvernance. Il a également effectué trois évaluations neutres sur la pertinence et le rendement des politiques, des initiatives et des programmes ministériels, et a continué de jouer un rôle important dans le soutien des responsabilités du sous-ministre à titre d'agent comptable.

SI 2. Services des communications

SPAC a fourni des conseils, du soutien et des services stratégiques relatifs aux communications internes et externes aux secteurs d'activité du Ministère ainsi qu'à la haute direction (bureau du sous-ministre et cabinet du ministre), et a agi à titre de point central pour la transmission de communications stratégiques et opérationnelles afin de contribuer au respect des priorités ministérielles et gouvernementales.

SPAC a effectué 75 % des révisions du contenu Web et est en voie d'achever les 25 % restants avant le début de la migration vers Canada.ca à l'automne 2016. Il a aussi fait une utilisation accrue d'outils novateurs dans les médias sociaux, notamment Periscope et Facebook Live, pour enregistrer et diffuser des événements ministériels en direct.

SI 3. Services juridiques

En 2015–2016, SPAC a fourni du soutien administratif et opérationnel aux avocats et à l'avocat général principal. Il a également offert du soutien parajuridique aux avocats et à l'avocat général principal.

SI 4. Services de gestion des ressources humaines

En 2015–2016, SPAC a entrepris une initiative de renouvellement ambitieuse qui englobait plusieurs initiatives de modernisation. Collectivement, ces efforts ont permis d'améliorer l'efficience et l'efficacité globales de la capacité du Ministère à établir et à maintenir en poste un effectif compétent et productif tout en offrant un milieu de travail sécuritaire et sain. En plus de la modernisation des systèmes et des outils, l'initiative de renouvellement de SPAC vise également le remaniement de la structure organisationnelle afin d'assurer une meilleure intégration et de simplifier les fonctions en vue d'atteindre un service à la clientèle optimal.

Au cours de l'exercice, SPAC a continué de se concentrer sur le renforcement de la capacité de l'effectif en vue de répondre aux besoins ministériels et de créer un milieu de travail durable et sain, ce qui préparera le Ministère pour l'avenir. Pour favoriser l'amélioration continue, un sondage d'évaluation de la situation a été fourni à tous les employés de l'organisation en vue d'obtenir leurs commentaires sur les mesures prises par le Ministère pour donner suite aux résultats du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux de 2014. Les résultats de ce sondage ont été utilisés pour établir ou redéfinir les priorités et les stratégies relatives au milieu de travail. Le Ministère a élaboré un guide complet de gestion des talents qui comprend des outils visant à aider les gestionnaires, les directions générales et les régions avec leur approche de gestion des talents. Des séances ont eu lieu dans l'ensemble du Ministère à compter de février 2016. SPAC a aussi géré avec succès les programmes de gestion du rendement et des talents des employés du groupe EX, de même que les comités d'examen respectifs.

SPAC a examiné et a remanié son programme de dotation, conformément à la nouvelle orientation en dotation de la Commission de la fonction publique. Le nouveau programme de dotation de SPAC vise à optimiser les souplesses législatives, à réduire au minimum les irritants et les mesures de contrôle, à permettre aux gestionnaires d'utiliser leur jugement et leur pouvoir discrétionnaire dans un contexte où ils doivent assumer plus de responsabilités, et à soutenir les conseillers en dotation afin qu'ils deviennent des partenaires opérationnels stratégiques. Dans le cadre de son initiative de relance de la dotation, le Ministère a également éliminé les éléments lourds, rigides, complexes ou désuets du régime de gestion des ressources humaines au sein de l'organisation. Cette initiative visait à examiner des approches et des pratiques novatrices permettant de réduire la durée du processus de dotation tout en revigorant les discussions stratégiques entre les conseillers en ressources humaines et les gestionnaires d'embauche.

En vertu de son engagement à l'égard du mieux-être en milieu de travail, le Ministère a créé une nouvelle direction, la Direction du mieux-être en milieu de travail, et a intégré l'aide aux employés

et à l'organisation, la gestion informelle des conflits, les valeurs et l'éthique, et la gestion de l'invalidité. Il est à noter que chaque direction générale et région a ciblé des postes susceptibles de se prêter au télétravail, et le Ministère, au moyen d'outils de soutien et de conseils de la Direction générale des ressources humaines, a commencé à mettre en œuvre son plan d'action sur le télétravail pour accroître la participation et la productivité tout en réalisant des économies liées aux locaux à bureaux.

SI 5. Services de gestion financière

En 2015–2016, SPAC a assuré une surveillance et un leadership rigoureux en matière de finances à l'égard de la mise en œuvre des mesures d'économie budgétaire approuvées. Il a fait des réalisations importantes dans le domaine de la gestion financière, a amélioré l'efficience opérationnelle et a tiré parti de la technologie pour mettre en œuvre un processus de signature numérique et d'approbation électronique. Ce processus favorise un milieu de travail sans papier et accroît l'automatisation du cycle de l'achat au paiement. Le Ministère a aussi assuré une gestion financière solide et saine par la mise en œuvre et le renforcement d'un certain nombre d'initiatives, notamment le paiement à temps, l'excellence en gestion budgétaire, la gestion des investissements ministériels, l'attestation des présentations au Cabinet par le dirigeant principal des finances, et l'excellence des rapports financiers.

SI 6. Services de gestion de l'information

En 2015–2016, SPAC a maintenu un taux de conformité très élevé (94,3 %) en ce qui concerne la réponse aux demandes d'accès à l'information dans le respect des délais, tout en affichant une augmentation de 25 % du volume, et a systématiquement donné de la formation et du soutien aux agents de liaison de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et aux employés du Ministère.

Le Ministère a amélioré son cadre de gestion pour la protection des renseignements personnels en créant et en dotant un poste de chef de la protection des renseignements personnels, appuyé par un Comité de surveillance de la protection des renseignements personnels composé de directeurs généraux, et en établissant un protocole en cas d'atteinte à la vie privée ainsi que son premier plan d'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée.

SPAC a également apporté des améliorations importantes à la gestion de l'information en mettant en œuvre avec succès le volet sur la gestion des documents du déploiement de GCDOCS, qui permet la gestion des renseignements électroniques tout au long de leur cycle de vie, et en atteignant ses objectifs d'élimination des fonds documentaires.

Dans le cadre de l'Initiative pour un gouvernement ouvert, le Ministère a produit 10 ensembles de données, pour un total de 30 ensembles mis à la disposition du public sur le portail Gouvernement ouvert. Quatre ensembles de données de SPAC se sont classés parmi les 25 ensembles de données du gouvernement les plus téléchargés pendant l'exercice. De plus, SPAC a présenté en

octobre 2015 son plan de mise en œuvre pour un gouvernement ouvert, qui décrit les activités et les produits livrables du Ministère qui lui permettront de se conformer à la Directive sur le gouvernement ouvert.

SI 7. Services de technologie de l'information

En 2015–2016, SPAC a poursuivi son programme de transformation des services à l'échelle du Ministère en menant ses activités selon un modèle ouvert, transparent et fondé sur des normes qui garantit des solutions de technologie de l'information économiques et efficientes visant à harmoniser les décisions relatives aux investissements en matière de technologie de l'information avec les priorités ministérielles et gouvernementales. Le Ministère a réalisé des progrès quant à son portefeuille d'applications de TI ministériel en élaborant un plan d'action qui vise à examiner ses applications opérationnelles existantes. De plus, SPAC a renforcé la structure de gouvernance pour favoriser davantage les investissements en matière de gestion de l'information et de technologie de l'information (GI-TI).

SPAC a collaboré avec ses partenaires pour optimiser la valeur de la technologie à l'appui des initiatives de modernisation du gouvernement du Canada. Il a fait preuve de leadership dans l'établissement et la gestion d'applications opérationnelles communes qui permettent à d'autres ministères et organismes de répondre à leurs exigences législatives, de moderniser leurs systèmes de technologie de l'information et de mettre hors service leurs systèmes existants. Des gains d'efficience partagés dans plusieurs secteurs d'activité ont été réalisés à la suite de l'intégration de ministères et d'organismes fédéraux dans trois initiatives de modernisation des technologies de l'information visant respectivement la gestion du personnel, la gestion des documents et des dossiers, et la gestion des cas et des relations avec les clients.

SI 8. Services immobiliers

En 2015–2016, SPAC a assuré la gestion efficace de son programme national de gestion des locaux en se concentrant sur la fourniture d'un milieu de travail propice à la productivité tout en tenant compte de la vaste gamme de services fournis aux programmes ministériels. Il a également veillé à l'utilisation optimale des locaux et à l'harmonisation de ses objectifs avec ceux établis dans le budget fédéral.

En outre, un bureau de gestion de projet a été créé pour faciliter la réalisation de l'importante initiative ministérielle visant à moderniser les locaux de SPAC dans l'ensemble du Canada.

SI 9. Services du matériel

En 2015–2016, SPAC a examiné chaque demande de véhicule et a acquis des véhicules écoénergétiques dans leur catégorie pour atteindre l'objectif de rajustement de la taille du parc automobile.

Parmi les véhicules acquis, plus de 66 % étaient des camions qui ont une cote de consommation de carburant élevée; il a donc été difficile d'atteindre la consommation de carburant moyenne visée. Ces camions étaient nécessaires pour répondre aux exigences opérationnelles. Au fur et à mesure que de nouvelles technologies de véhicules qui auront une meilleure cote de consommation de carburant seront disponibles, le Ministère achètera autant que possible des véhicules plus écologiques, à condition qu'ils permettent de répondre aux exigences opérationnelles.

De plus, SPAC a aliéné les biens de manière écologique et sécuritaire, en mettant en œuvre des pratiques exemplaires et en utilisant divers programmes certifiés écologiques.

SI 10. Services d'approvisionnement

En 2015–2016, la Division des contrats et des achats de SPAC a établi des stratégies d'approvisionnement assurant l'équité, l'ouverture et la transparence. Cela a permis d'établir le Plan d'approvisionnement ministériel et de l'intégrer au Plan d'investissement ministériel.

Le Ministère a renforcé son cadre interne de gestion de l'approvisionnement et l'a mis en œuvre au moyen de communications, de formation et de soutien améliorés à l'intention des employés. L'équipe a aussi renforcé la surveillance et le suivi de l'approvisionnement, en particulier en ce qui concerne les transactions de faible valeur, par l'intermédiaire d'une fonction d'assurance de la qualité solide.

En outre, le Ministère a établi la Stratégie fédérale de développement durable en vue d'atteindre les cibles en matière d'achats écologiques et de gestion des déchets. Il a également contribué à réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par les véhicules de son parc automobile.

Différences au chapitre des ressources financières et du nombre d'ETP pour le programme Services internes

L'augmentation des dépenses réelles par rapport aux dépenses prévues est principalement attribuable à l'augmentation de la charge de travail découlant des initiatives pangouvernementales de gestion de l'information et de technologie de l'information visant l'harmonisation avec la nouvelle vision de modernisation et de transformation du gouvernement.

La différence entre le nombre prévu et le nombre réel d'ETP est principalement attribuable à ce qui suit :

- Dans le cas des services de gestion et de surveillance, il y a eu des retards dans les processus de dotation prévus, et le nombre prévu d'ETP indiqué dans le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) de 2015–2016 ne tenait compte que des services à la direction du Secteur de la capitale nationale, tandis que le rapport rédigé pour le présent exercice tient compte de tous les groupes de services pertinents.
- Les fonctions de communication ont été réorganisées aux fins d'harmonisation avec la structure ministérielle.
- En ce qui concerne les Services juridiques, les ETP prévus en mars n'ont pas été embauchés avant le nouvel exercice, car le processus de dotation a été plus long que prévu.
- Les mesures de dotation de la Direction générale des ressources humaines n'ont pas été réalisées avant la fin de l'exercice pour procurer une plus grande latitude pendant la période de restructuration de la Direction générale.
- Pour ce qui est des services de technologie de l'information, le nombre prévu d'ETP indiqué dans le RPP de 2015–2016 ne tenait compte que des services du Secteur de la capitale nationale, tandis que le rapport rédigé pour le présent exercice tient aussi compte du personnel de gestion de l'information régional.
- Dans le cas des services immobiliers, un bureau de gestion de projet a été créé pour faciliter la réalisation de l'importante initiative ministérielle visant à moderniser les locaux de SPAC dans l'ensemble du Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses de 2015–2016	Dépenses prévues de 2015–2016	Autorisations totales à ce jour en 2015–2016*	Dépenses réelles de 2015–2016 (autorisations utilisées)	Différence pour 2015–2016 (dépenses réelles moins dépenses prévues)
221 169 070	221 169 070	252 881 576	230 649 243	9 480 173

* Les autorisations totales à ce jour accordées au programme Services internes pour 2015–2016 comprennent un montant de 22,5 millions de dollars qui a été réservé par les organismes centraux, principalement pour des projets et des initiatives qui seront réalisés au cours des prochaines années.

Ressources humaines (ETP)

ETP prévus pour 2015–2016	ETP réels pour 2015–2016	Différence pour 2015–2016
2 425,9	2 474,62	48,72

Section IV: Renseignements supplémentaires

4.1 Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur

Les sous-programmes et les sous-sous-programmes qui composent les programmes figurant dans le Rapport ministériel sur le rendement de 2015–2016 peuvent être consultés sur le Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur[xix].

4.2 Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires[xx] figurant dans le Rapport ministériel sur le rendement de 2015–2016 peuvent être consultés sur le site Web de SPAC[xxi].

- Stratégie ministérielle de développement durable (y compris le tableau sur l'écologisation des opérations gouvernementales)
- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de 5 millions de dollars ou plus
- Audits internes et évaluations
- Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes
- Rapport d'étape sur les projets de transformation et sur les grands projets de l'État
- Frais d'utilisation, redevances réglementaires et frais externes

4.3 Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans son rapport intitulé *Dépenses fiscales et évaluations*[xxii]. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport sont la responsabilité exclusive du ministre des Finances.

4.4 Coordonnées de l'organisation

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les services et les programmes de Services publics et Approvisionnement Canada, veuillez communiquer avec :

Services publics et Approvisionnement Canada
11, rue Laurier, Place du Portage, Phase III
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Canada

À l'attention de : Site Web pour les demandes de renseignements généraux :
http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/index-fra.html

Adresse électronique pour les demandes de renseignements généraux :
questions@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Numéro sans frais pour les personnes malentendantes : 1-800-926-9105

Annexe : Définitions

Architecture d'alignement des programmes (Program Alignment Architecture) : Répertoire structuré des programmes des organisations qui illustre les liens hiérarchiques entre les programmes et les résultats stratégiques auxquels les programmes contribuent.

Cadre pangouvernemental (whole-of-government framework) : Cadre mettant en correspondance les contributions financières des organisations fédérales recevant des crédits en harmonisant les programmes de ces dernières avec un ensemble de seize secteurs de résultats globaux à l'échelle du gouvernement qui sont regroupés dans quatre secteurs de dépenses.

Cible (target) : Rendement mesurable ou niveau de réussite qui devrait être atteint par une organisation ou dans le cadre d'un programme ou d'une initiative dans un délai précis. Les cibles peuvent être quantitatives ou qualitatives.

Crédit (appropriation) : Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

Dépenses budgétaires (budgetary expenditures) : Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, organisations ou particuliers; paiements à des sociétés d'État.

Dépenses législatives (statutory expenditures) : Dépenses approuvées par le Parlement en vertu de lois autres qu'une loi de crédit. La loi établit l'objet des dépenses ainsi que les modalités selon lesquelles elles sont engagées.

Dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures) : Dépenses engagées et encaissements liés aux emprunts, aux investissements et aux avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Dépenses prévues (planned spending) : En ce qui concerne les rapports sur les plans et les priorités et les rapports ministériels sur le rendement, les dépenses prévues renvoient aux montants approuvés par le Conseil du Trésor avant le 1er février. Par conséquent, les dépenses prévues peuvent comprendre des montants qui s'ajoutent aux dépenses prévues présentées dans le Budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son rapport sur les plans et les priorités et son rapport ministériel sur le rendement.

Dépenses votées (voted expenditures) : Dépenses approuvées chaque année par le Parlement en vertu d'une loi de crédit. La formulation des crédits constitue les conditions principales en vertu desquelles ces dépenses peuvent être engagées.

Équivalent temps plein (full-time equivalent) : Indicateur de la mesure dans laquelle un employé représente une année-personne entière dans un budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés selon un taux d'heures de travail désignées par rapport aux heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

Établissement de rapports sur le rendement (performance reporting) : Processus de communication de renseignements sur le rendement fondés sur des données probantes. L'établissement de rapports sur le rendement soutient la prise de décision, la responsabilisation et la transparence.

Indicateur de rendement (performance indicator) : Moyen quantitatif ou qualitatif de mesurer un résultat ou un extrant en vue d'évaluer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

Plan (plan) : Exposé des choix stratégiques fournissant des renseignements sur la façon dont une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. En règle générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies sélectionnées et a tendance à être axé sur les mesures à prendre pour obtenir les résultats escomptés.

Priorités (priorities) : Plans ou projets choisis sur lesquels une organisation a choisi de mettre l'accent et d'établir des rapports durant la période de planification. Les priorités représentent les choses les plus importantes ou celles qui doivent être réalisées en premier pour favoriser l'atteinte des résultats stratégiques escomptés.

Programme (program) : Ensemble de ressources et d'activités liées qui est géré dans le but de répondre à plusieurs besoins particuliers afin d'atteindre les résultats prévus, et qui est considéré comme une unité budgétaire.

Programme temporaire (sunset program) : Programme à durée limitée dans le cadre duquel aucun financement continu ni pouvoir stratégique n'est prévu. Lorsque le programme arrive à échéance, on doit décider de le poursuivre ou non. Si on décide de le renouveler, la décision précisera la portée, le niveau de financement et la durée.

Rapport ministériel sur le rendement (Departmental Performance Report) : Rapports sur les réalisations réelles des organisations financées par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats prévus établis dans le Rapport sur les plans et les priorités correspondant. Ces rapports sont présentés au Parlement à l'automne.

Rapport sur les plans et les priorités (Report on Plans and Priorities) : Rapport fournissant des renseignements sur les plans et le rendement prévu des organisations financées sur une période de trois ans. Ce rapport est présenté au Parlement chaque printemps.

Rendement (performance) : Façon dont une organisation a utilisé ses ressources pour obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent aux résultats prévus par l'organisation et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été ciblées.

Résultat (result) : Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne sont pas le fait d'une seule organisation, d'une seule politique, d'un seul programme ou d'une seule initiative. Ils relèvent plutôt de la sphère d'influence de l'organisation.

Résultat stratégique (Strategic Outcome) : Avantage durable et à long terme pour la population canadienne qui est lié au mandat, à la vision et aux fonctions de base de l'organisation.

Résultats du gouvernement du Canada (Government of Canada outcomes) : Ensemble de seize objectifs généraux définis pour l'ensemble du gouvernement, regroupés dans quatre secteurs de dépenses : affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales et affaires gouvernementales.

Structure de gestion, des ressources et des résultats (Management, Resources and Results Structure) : Cadre complet comprenant le répertoire de programmes, les ressources, les résultats, les indicateurs de rendement et les renseignements sur la gouvernance d'une organisation. On y décrit les liens hiérarchiques existant entre les programmes et les résultats, de même que les résultats stratégiques qu'ils contribuent à atteindre. Cette structure est établie à partir de l'Architecture d'alignement des programmes.

Notes en fin de texte

[i] Projet de corridor du nouveau pont Champlain, http://www.infrastructure.gc.ca/nbsl-npsl/nbsl-npsl-fra.html

[ii] *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-38.2/

[iii] *Loi sur Services partagés Canada*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-8.9/

[iv] *Loi sur l'expropriation*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-21/

[v] *Loi sur la production de défense*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/D-1/

[vi] *Loi sur l'administration des biens saisis*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-8.3/

[vii] *Loi sur les biens de surplus de la Couronne*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-27/

[viii] *Loi sur la gestion des finances publiques*, http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/f-11/

[ix] Bien qu'il s'agisse d'un programme de SPAC, le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement doit mener ses activités d'une manière impartiale et indépendante. Les renseignements détaillés sur le fonctionnement du Bureau et sur son rendement sont fournis dans le rapport annuel du Bureau de l'ombudsman, qui est déposé dans les deux chambres par la ministre de SPAC à la fin de l'exercice financier, conformément aux dispositions législatives pertinentes.

[x] Projet de corridor du nouveau pont Champlain, http://www.infrastructure.gc.ca/nbsl-npsl/nbsl-npsl-fra.html

[xi] Infrastructure Canada et l'Autorité du pont Windsor-Detroit (pont international Gordie-Howe), http://www.infrastructure.gc.ca/wdba-apwd-fra.html

[xii] Lettre de mandat de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement, http://pm.gc.ca/fra/lettre-de-mandat-de-la-ministre-des-services-publics-et-de-lapprovisionnement

[xiii] *Comptes publics du Canada de 2015*, http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html

[xiv] Site Web de SPAC, http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/comm/index-fra.html

[xv] Cadre pangouvernemental, http://www.tbs-sct.gc.ca/hgw-cgf/finances/rgs-erdg/wgf-ipp-fra.asp

[xvi] Site Web ministériel intitulé Rapports, http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/index-fra.html

[xvii] Services publics et Approvisionnement Canada, http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca

[xviii] Initiative visant à mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri, https://realproperty.esdc.gc.ca/ibief-sfrphi/h.4m.2@-fra.jsp

[xix] Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur, http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/index-fra.html

[xx] Tableaux de renseignements supplémentaires, http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/rpp/2016-2017/rpp-03-fra.html

[xxi] Rapports de SPAC, http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/rapports-reports/index-fra.html

[xxii] Rapport intitulé *Dépenses fiscales et évaluations*, http://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp